

4

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CONTRIBUTION
A L'ETUDE DE LA VIOLENCE
EN DROIT PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 14 mars 1913, à 2 heures

PAR

M. CH. PLANTÉ

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

JURY

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. GARÇON, professeur.} \\ \text{M. TISSIER,} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs .

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CONTRIBUTION
A L'ETUDE DE LA VIOLENCE
EN DROIT PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 14 mars 1913, à 2 heures

PAR

M. CH. PLANTÉ

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE NANTES

JURY

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. GARÇON, professeur.} \\ \text{M. TISSIER, —} \end{array} \right.$

PARIS

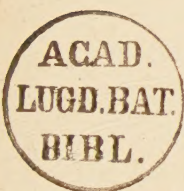
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1913



CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE LA VIOLENCE EN DROIT PÉNAL

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION

La répression des violences est une des parties les plus considérables de notre droit pénal.

Cette importance est, d'ailleurs, fonction du rôle que joue la violence dans les rapports entre les hommes, ce qui ne saurait étonner quand on songe au court passé de civilisation que nous avons derrière nous.

La violence fut, en effet, l'unique loi de l'homme primitif, comme elle est encore l'unique loi de ce qui, en dehors de nous, vit et respire et si, pour trouver un fondement au droit naturel, il nous fallait jeter un regard interrogateur sur l'état de nature, nous ne verrions apparaître partout que cette règle inflexible : *la loi du plus fort*.

L'homme ne fut donc tout d'abord qu'un loup pour

l'homme, et très certainement il en serait de même aujourd'hui encore, si le groupement avec ses semblables n'était devenu la condition même de sa survie.

Que l'on imagine, en effet, la situation de notre ancêtre perdu au milieu de cette nature hostile des lointaines époques géologiques, sans armes et sans moyens de défense : quelle lutte pouvait-il soutenir, isolé, contre les monstres formidables qu'il côtoyait chaque jour et n'apparaissait-il pas alors comme de tous les êtres animés, celui qui était voué à la disparition la plus prochaine.

La lutte contre la violence extérieure devait donc déterminer de toute nécessité le groupement entre les hommes, groupement qui seul pouvait assurer la survie de l'espèce.

Sans doute cette idée de vie en société ne germa pas à une époque précise dans le cerveau d'une humanité bien incapable d'un semblable raisonnement, sans doute l'on ne passa pas brusquement de l'isolement à l'association, sans doute l'idée d'un contrat librement débattu est une conception dont l'invraisemblance n'a pas à être démontrée.

Les hordes primitives durent être le seul résultat du hasard, et comme ceux-là seuls survivaient et se reproduisaient qui appartenaient à ces hordes, tout naturellement l'idée instinctive de fuir l'isolement se transmettait et se fortifiait. Mais qui dit groupement dit déjà nécessité de ne pas laisser libre cours à toutes les fantaisies

d'une nature sauvage et obligation de refouler les poussées violentes qui, jusque-là, avaient été le seul guide, ou nécessité, en un mot, d'agir seulement de telle façon que, par les actes, l'existence même du groupement ne se trouve pas compromise.

Ce ne sont là, il est vrai, que des hypothèses, attendu que l'histoire ne fournit pas encore de documents sur lesquels on puisse baser une théorie positive des débuts de l'humanité. En tout cas, il paraît bien probable que la violence avait une grande part dans les relations entre les hommes des premiers âges.

Plus se développera donc la vie en société, plus apparaîtront les règles, les lois ayant pour but de permettre à cet état d'être un état durable, et l'on peut immédiatement juger de l'importance qu'a tenue, et que tient aujourd'hui encore, dans ces règles, la répression des violences qui, au plus haut degré, menacent l'ordre social.

L'homme des cavernes étant, en effet, l'homme d'hier, quels retours offensifs ne va pas exécuter la loi primitive, la loi du plus fort ?

Quelle tentation pour un homme jouissant par ailleurs de tous les avantages de la vie en société, de se procurer par la force ce qu'il ne peut obtenir par son travail, d'assouvir une haine qui le poursuit sans cesse, de venger sur-le-champ une insulte reçue.

La violence partout comprimée éclatera de toute part :

Tantôt elle sera empreinte de la plus noire perversité : c'est le bandit qui guette et pour lequel le couteau est l'unique instrument de travail ; tantôt elle sera la conséquence des mouvements violents de l'âme étouffant pour un instant la voix de la raison : c'est l'époux outragé, l'amant abandonné, criminels d'occasion ; tantôt elle trouvera sa cause dans la meilleure des intentions : c'est le médecin, qui dans l'intérêt de la science, c'est-à-dire dans l'intérêt général, sacrifie pour ses recherches la santé, ou même la vie de quelques individualités ; tantôt enfin, elle découlera d'un simple acte involontaire ; c'est le chasseur pour lequel son compagnon est la seule victime.

Mais partout la loi pénale l'atteindra, toujours elle lui appliquera une peine, peine graduée sans doute, selon la gravité de l'acte et la criminalité de l'agent, et cela parce que la violence sous toutes ses formes menace d'ébranler l'édifice social, parce qu'en aucun cas elle ne peut être laissée à la disposition des particuliers, quel que soit le but poursuivi.

Et la démonstration éclatante de cela sera faite par l'unique cas où la violence est légitime, quand elle a justement pour but de repousser la violence, tant le législateur tient à étouffer par tous les moyens, même par ceux qu'il a en vue de combattre, les soubresauts des rudes mœurs ancestrales.

Du moins peut-on espérer voir cette question de la

répression des actes violents perdre de son importance à mesure que l'humanité avance dans la voie de la civilisation ?

Il ne le semble guère et par un phénomène singulier, nous pouvons constater que chaque jour elle devient un des sujets le plus angoissants de la science pénale.

Si le développement de l'intelligence humaine marchait de pair avec les progrès de la moralité générale, peut-être, en effet, le chapitre des violences ne serait-il plus un jour qu'un mauvais souvenir de nos Codes.

Mais il n'en est pas ainsi. Alors que l'homme marchait à pas de géant dans le domaine intellectuel, alors qu'asservissant successivement les différentes forces de la nature, il augmentait chaque jour sa puissance, dans le domaine moral, au contraire, il ne faisait que de bien timides progrès.

Aussi le résultat devait-il être nécessairement ce qu'il est.

L'homme ni meilleur, ni plus mauvais, ayant en main des instruments toujours plus terribles, des instruments capables même parfois d'assurer une presque complète impunité, ne cesse de devenir toujours plus dangereux pour l'ordre social.

Comparons, en effet, l'homme des premiers âges avec l'homme d'aujourd'hui : le premier n'avait au service de ses instincts de violence que les seules armes qu'une nature parcimonieuse avait bien voulu lui fournir ; le

second, au contraire, jouit pour satisfaire les mêmes appétits, des merveilleux instruments de destruction qui sont la gloire de toute civilisation.

Pas une découverte n'est faite par la science sans qu'immédiatement son application pratique n'apparaisse dans le monde du crime.

A l'heure actuelle ce n'est plus la force qui triomphe, c'est la lâcheté et l'astuce, l'on tue de loin et l'on tue en toute sécurité.

Le danger social est plus grand, la violence primitive avait au moins l'avantage de sélectionner les forts et d'assurer la vigueur physique de la race.

Aussi le devoir de la société se montre impérieux.

Le droit pénal doit évoluer comme évoluent les moyens de violence, les moyens de destruction ; sans cesse il doit adapter une peine nouvelle à des faits nouveaux et ne pas s'immobiliser en la plus dangereuse des apathies.

Jetons maintenant un regard sur notre Code et examinons la place qu'y peut tenir la violence.

Un examen très général nous révèle immédiatement que celle-ci apparaît tantôt comme réprimée en elle-même et indépendamment de toute autre considération, tantôt, au contraire, comme formant une des circonstances constitutives d'une infraction absolument distincte, tantôt enfin comme étant simplement une circonstance aggravante de quelqu'autre infraction,

A la base de la répression de la violence par elle-même, nous trouvons l'article 311 qui en termes très généraux, puisqu'il embrasse les blessures, les coups et les autres violences et voies de fait volontaires, prévoit celles de ces violences dont les résultats furent les moins graves.

Nous voyons ensuite la peine s'élever avec les résultats plus fâcheux de ces actes de violence (article 309), avec l'adjonction de l'élément psychologique de préméditation, ou matériel de guet-apens (article 312), avec enfin la qualité de la personne atteinte (articles 310, 312 et 228 et suivants).

Tel est le premier cycle des actes violents, tous caractérisés par l'absence d'intention homicide.

Avec cette intention nous franchissons un degré de plus dans la criminalité et nous rencontrons l'article 293 accompagné de ses circonstances aggravantes de préméditation et guet-apens (article 296) et ses qualifications spéciales de parricide (article 299) et d'infanticide (article 300).

Nous remarquons, par ailleurs, que certains faits spéciaux de violence ont été détachés et érigés en infractions spéciales : empoisonnement (article 301) et administration de substances vénéneuses (article 317, § 4).

Enfin un dernier chapitre réprimant les violences involontaires (articles 319 et 320) vient clore la série des actes violents punis en eux-mêmes.

Sans vouloir rechercher tous les cas où la violence est

circonstance constitutive d'une infraction, contentons-nous de citer les articles 109 : obstacles aux droits civiques ; 179 : corruption de fonctionnaire ; 184, § 2 : violation de domicile par un particulier ; 209 : rébellion ; 245 : évasion de détenus ; 317, § 1 : avortement ; 332, § 1 : viol ; 332, § 3 : attentat à la pudeur sur des personnes au-dessus de 13 ans ; 334, § 3 : traite des blanches ; 354 : enlèvement de mineurs ; 400 : extorsion de signatures.

En tant que circonstance aggravante d'une autre infraction, la violence apparaît enfin dans les articles suivants : 82, § 1 : plans soustraits par un particulier et livrés, où la violence semble circonstance aggravante du délit prévu par le paragraphe 2 du même article ; 241 : évasion ; 279 : mendicité et vagabondage ; 332, § 4 : attentat à la pudeur sur des personnes au-dessous de 15 ans ; 344 : séquestration ; 381, § 5 : vol.

Cette courte et d'ailleurs incomplète énumération suffit à montrer que la violence imprègne tout notre droit pénal, qu'à chaque page de notre Code elle nous arrête comme pour nous empêcher de nous enorgueillir de notre mince vernis de civilisation.

On peut donc se rendre compte combien vaste serait une étude générale sur la violence, les questions qu'elle soulève sont multiples et les résoudre est une tâche souvent ardue.

Notre but n'est donc pas d'examiner si la violence est légitime ou non et de nous lancer dans un domaine

beaucoup plus philosophique que juridique ; il n'est pas non plus de critiquer l'échelle des peines et de rechercher les moyens propres à en prévenir les effets.

Notre tâche sera beaucoup plus modeste et le seul point de vue juridique nous préoccupera ; nous nous efforcerons simplement de rechercher, en nous aidant de la doctrine de la jurisprudence, quels sont les faits qui peuvent être considérés comme des actes de violence punissable, quels sont ceux qui tombent sous le coup des principaux articles qui en répriment les manifestations.

Et c'est là une étude qui peut n'être pas complètement inutile. Le mot violence est un terme extrêmement vaste, un terme dont on distingue mal les frontières et dont la délimitation n'est pas toujours chose aisée ; dans le langage courant il embrasse une infinité d'actes, depuis les plus graves jusqu'aux plus insignifiants ; indifféremment il comprend des faits matériels et des faits purement moraux.

Néanmoins on voit souvent le Code pénal employer le mot violence sans plus ample précision, comme si ce terme était précis par lui-même et englobait des faits soigneusement catalogués et alors même que quelques détails sont donnés ce n'est qu'avec une extrême timidité.

On conçoit donc les incertitudes qui peuvent être éprouvées en face d'un texte réprimant les violences : de quels actes au juste la loi a-t-elle entendu parler, telle est une question qui revient sans cesse.

Nous prendrons donc les principaux textes qui répriment les violences volontaires, nous nous attacherons uniquement à ceux qui les répriment en elles-mêmes ; l'étude de l'article 311 sera la base de notre travail, nous verrons le développement donné à cet article en ce qui concerne l'élément purement matériel, et ainsi nous nous efforcerons de dégager un critérium permettant de déterminer le champ d'application des si nombreux articles qui à un titre quelconque traitent des actes violents.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DES ARTICLES 309 ET 311

L'étude des articles 309 et 311 va nous occuper tout d'abord.

Ce sont les articles qui punissent les violences volontaires non qualifiées meurtres et qui peuvent être considérés d'une façon plus générale comme la base même de l'édifice répressif en matière de violence.

D'ailleurs, l'article 309 n'étant qu'une circonstance aggravante de l'article 311 et en reproduisant au point de vue de l'élément matériel d'incrimination les termes mêmes, nous ne nous préoccupons en réalité que de l'article 311.

L'article 311 est certainement un des plus souvent appliqué en pratique, et ce serait encore là une raison de plus de commencer notre étude par ce texte, s'il n'y avait encore qu'à son sujet est née et s'est développée une jurisprudence extensive qui n'a pas peu contribué

à reculer encore les bornes des actes violents juridiquement punissables.

Sans nous inquiéter du mode de graduation des peines voyons donc quels sont les actes violents qui tombent sous le coup de l'article 311.

L'article dans son état actuel parle « des blessures, des coups et autres violences et voies de fait », mais cette généralité dans les actes incriminés ne date que de la réforme du 13 mai 1863 et telle n'était pas la rédaction primitive.

Les rédacteurs du Code se trouvaient en présence de la législation suivante :

Les coups et blessures étaient réprimés, suivant les résultats, comme crimes ou comme délits par le Code de 1791 et par la loi des 19 et 22 juillet 1791 ; quant aux autres actes violents ils tombaient sous le coup de l'article 605 du Code du 3 brumaire an IV, ainsi rédigé : « Seront punis des peines de simple police : ... 8° les auteurs... de voies de fait et violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne. »

Dans ce système les actes violents étaient donc séparés en deux classes : d'une part, les coups et blessures, et, d'autre part, tous les autres actes violents englobés sous le nom de voies de fait et violences légères.

Et c'est un système analogue que semble avoir voulu établir le législateur de 1810.

L'article 311, en effet, rédaction de 1810, porte : « Lorsque les blessures ou les coups n'auront occa-

sionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 15 francs à 200 francs.

De ce texte semble donc résulter qu'ici encore seuls les coups et blessures tomberont sous le coup des dispositions nouvelles, les autres violences continuant à être réprimées par le Code de Brumaire.

Pour en décider autrement, il faudrait admettre que les mots coups et blessures sont des termes généraux, embrassant tous les actes violents, des plus graves aux plus légers, car il est, de toute évidence, impossible de laisser impunis une infinité d'actes pouvant présenter un indéniable caractère de gravité.

Et cette question de l'abrogation de l'article 605 du Code de brumaire an IV, du fait même de la promulgation de l'article 311 du Code pénal, ne présente pas seulement un intérêt purement historique, elle a besoin d'être élucidée, car nous la retrouverons se posant plus impérieuse encore lors de la réforme du Code pénal du 13 mai 1863.

Sans entrer dans de grands détails, indiquons que la doctrine ne fut pas absolument unanime à proclamer le maintien de l'article 605 du Code de Brumaire.

Pour certains auteurs, en effet, l'article 484 du Code pénal ainsi conçu : « Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les Cours et Tri-

bunaux continueront de les observer », ne saurait s'appliquer en l'espèce.

Si nous ouvrons le *Traité de droit pénal*, de M. Garraud (tome I, n° 117, page 176), nous voyons que, d'après lui, les anciennes lois et les anciens règlements ne peuvent être en vigueur que si trois conditions se trouvent réunies : tout d'abord si les matières traitées n'ont pas été réglées par le Code pénal, ensuite si elles sont réglées par des lois ou règlements particuliers, et enfin si elles n'ont pas été abrogées depuis la promulgation de notre Code.

Or, déclare M. Garraud, s'appuyant sur la seconde condition, puisque seuls les lois et règlements particuliers peuvent se trouver maintenus en vigueur, il en résulte que le Code pénal de 1791, le Code de police correctionnelle et municipale des 19-22 juillet 1791 et le livre III du Code de Brumaire an IV ont été abrogés par le Code de 1810.

Impossibilité par suite, d'après lui, d'appliquer l'article 605 qui appartient au Code de Brumaire, et nécessité de se contenter de l'article 311 de notre Code.

Et dans le même sens on peut citer encore M. Merlin (*Rep.*, tome XVIII, page 609).

Mais, néanmoins, ce sont là des avis isolés ; il importe peu pour les autres auteurs qu'il s'agisse ou non de lois et règlements particuliers, le Code pénal et les lois postérieures étant restés muets sur les voies de fait et violences légères, cela suffit, les dispositions qui les régissent continueront à être en vigueur.

En ce sens :

Bourguignon, *Jurisprudence des Codes criminels* (tome III, sous 484 C. P., page 548) ;

Blanche, *Etudes pratiques sur le Code pénal* (livre IV, n° 560) ;

Morin, *Journal de droit criminel* (7994) ;

Dalloz, *Répertoire* : (*Crimes et délits contre les personnes, voies de faits et violences légères*, n° 173) ;

Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal* (tome IV, *Coups et blessures volontaires*) ;

Garçon, *Code pénal annoté* (sous l'article 309, n° 138).

Nous ne nous arrêterons pas à cette discussion doctrinale, l'important, pour nous, est de constater que la jurisprudence fut unanime pour déclarer que l'article 605 du Code de Brumaire était toujours en vigueur et que le Code pénal n'avait absolument entendu réprimer que les coups et blessures proprement dits ; elle a toujours jugé qu'en matière de voies de fait et violences légères (c'est-à-dire d'actes violents n'étant ni coups ni blessures), le Tribunal de police pouvait prononcer distinctement ou cumulativement la peine de l'amende et celle de l'emprisonnement, suivant les dispositions des articles 600 et 605 du Code de Brumaire.

Tout au plus pourrait-on citer, en sens contraire, un arrêt complètement isolé de la Cour de Cassation, du 15 octobre 1813 (*P. chron.*, Fuz. Herman, v° *Coups et bless.*, n° 226). Dans cet arrêt la Cour de Cassation décidait qu'un arrêt de Cour d'assises, étant cassé pour

avoir prononcé des peines contre un individu convaincu d'avoir exercé des violences ou des voies de fait sans coups ni blessures, il ne saurait y avoir lieu à renvoi, le fait n'étant pas un délit qualifié par la loi.

Négligeons donc cette jurisprudence toute passagère ; indiquons que, dès le 14 avril 1821, la Cour de cassation établissait nettement le principe du maintien de l'article 605 du Code de Brumaire.

« Attendu, dit l'arrêt, que les voies de fait et violences légères n'étant l'objet d'aucune disposition du Code pénal, ni d'aucune autre loi postérieure à celle des 19-22 juillet 1791 et 3 Brumaire an IV, les dispositions des dites lois qui s'y rapportent et qui étaient en vigueur à l'époque de la promulgation du Code pénal, sont formellement maintenues par l'article 484 de ce Code et que les Cours et Tribunaux sont tenus de continuer de les observer et de les faire observer » (C. Cass., 14 avril 1821 : *Bull.* n° 61).

Et à partir de cette date, nous pouvons voir les arrêts se succéder identiques :

Cass., 10 octobre 1822 (*Bull.*, n° 141) ;

Cass., 30 mars 1832 (*Bull.*, n° 115) ;

Cass., 19 mars 1841 (*Bull.*, n° 73) ;

Lille, 5 avril 1836 (Dalloz, *Répertoire : Crimes et délits contre les personnes, violences légères*, n° 173) ;

Cass., 12 août 1853 (*Bull.*, n° 398) ;

Cass., 9 mars 1854 (*Bull.*, n° 65).

En sorte que jusqu'en 1863 nous voyons sans interruption les mêmes principes être consacrés :

1° Les articles 309 et 311 ne répriment que les coups et blessures proprements dits :

2° Les autres violences sous le nom de voies de fait et violences légères tombent sous le coup de l'article 605 du Code de Brumaire toujours en vigueur.

Et alors apparaît immédiatement le grand intérêt qu'il y a à bien déterminer, dans ce système, en quoi consiste un coup et ce qu'est une blessure, puisque c'est à cette seule condition que l'on pourra apprécier le Tribunal compétent.

Pour cette étude nous nous inspirerons surtout de la jurisprudence, car il nous importerait peu, on le comprend, qu'un fait ne constituât pas un coup ou une blessure au point de vue médical, ou du langage courant, si au point de vue jurisprudentiel il en était autrement.

Et la jurisprudence va nous permettre d'arriver à une détermination assez exacte de ces expressions coups et blessures, et ce grâce au pouvoir de contrôle que la Cour de Cassation s'est toujours réservé en la matière.

Si en effet il n'y avait là qu'une pure question de fait abandonnée à l'arbitraire du juge, on conçoit que toute étude de ce genre serait à peu près impossible, puisque rien n'empêcherait un Tribunal de considérer comme blessure, par exemple, un acte qualifié différemment par un autre Tribunal.

En estimant au contraire que l'interprétation des mots coups, blessures, violences et voies de fait soulève une question de droit, et en considérant comme inadmissible que cette interprétation puisse varier selon les Tribunaux, la Cour de Cassation a par cela même permis une certaine unité dans la jurisprudence, puisqu'en tout état de chose elle se trouve appelée à avoir le dernier mot (1).

Remarquons que, pour nous éclairer dans notre étude, nous ne serons pas limités aux seuls jugements et arrêts antérieurs à 1863, car la réforme de cette année n'a rien changé à ce point de vue ; les coups et blessures, à l'heure actuelle, tombent encore sous l'article 311 du Code pénal et sont encore exclus par les dispositions de l'article 605 du Code de Brumaire.

SENS JURIDIQUE DU MOT BLESSURE

ET DÉTERMINATION DES DIFFÉRENTES ESPÈCES TOMBANT ET
POUVANT TOMBER DE CE CHEF SOUS LES DISPOSITIONS DE
L'ARTICLE 311.

De l'ensemble de la jurisprudence semble bien se dégager ce principe qu'il y aura blessure chaque fois

(1) C'est ainsi qu'un arrêt de cassation du 29 juillet 1893 (B., 309) a annulé un jugement de simple police qui n'avait pas constaté les actes qu'il qualifiait de violences légères ; il est clair en effet qu'en agissant ainsi le Tribunal de simple police enlevait à la Cour suprême toute possibilité de contrôle.

qu'il y aura une lésion quelconque à l'intégrité du corps humain.

Peu importe la lésion, peu importe la partie lésée ; du moment que, par suite d'une atteinte quelconque, les cellules du corps humain se trouveront subir une modification dans leur fonctionnement normal, il y aura blessure.

Inutile d'insister sur la plaie profonde atteignant les organes internes, ou sur les fractures des parties osseuses, ce sont là les blessures types ; mais sera blessure également la simple atteinte à la partie superficielle du corps, l'épiderme étant incomplètement détruit, ou simplement lésé (ecchymose) ; blessure encore, les troubles fonctionnels d'un organe, alors même qu'aucune trace extérieure n'en décèlerait l'existence.

Dans tous ces cas, il y a véritablement lésion à l'intégrité du corps humain : si mon épiderme porte la trace de violences peut-être très légères, c'est qu'une modification s'est produite dans les cellules de cet épiderme, si mon raisonnement n'a plus sa rectitude habituelle, c'est qu'une modification a été apportée dans les cellules constitutives de mon cerveau, si mes membres refusent tout service, c'est qu'il y a perturbation dans les cellules de mon système nerveux.

Et cette atteinte à l'intégrité du corps peut être produite de bien des façons, elle peut être la conséquence de l'usage d'armes à feu ou d'armes blanches, d'instruments contondants, coupants ou perçants ; l'effet de

matériaux jetés, de morsures, de brûlures ; le résultat de la mise en œuvre d'armes naturelles dont dispose tout individu (coups de pieds, de poing, de tête...)...

Toutes ces blessures, toutes ces causes de blessures, nous allons les retrouver en jurisprudence, et à l'occasion de chacune d'elles nous ferons les remarques nécessaires.

Mais, avant de consulter les arrêts, il importe que, par quelques citations d'auteurs, nous montrions que la définition donnée par nous, du mot blessure, est bien celle admise également par la doctrine.

Si nous ouvrons le Code de M. Garçon sous les articles 309 à 311, paragraphe 14, nous lisons : « Il est assez facile de distinguer les blessures ; on entend par là toute plaie faite par un instrument coupant ou contondant, toute lésion à l'intégrité des tissus du corps humain. »

De même Dalloz (*Répertoire : Crimes et délits contre personnes*, n° 148) : « Les blessures n'avaient pas besoin peut-être d'être définies en ce qu'elles laissent une trace matérielle qui témoigne de leur existence (1). Toutes les lésions produites sur le corps humain par le rapprochement, ou le choc d'un instrument, d'une arme, d'un objet quelconque, sont des blessures. Telles sont les contusions, les plaies, les ecchymoses, les excoriations,

(1) Ceci n'est peut-être pas absolument exact, car il y a des lésions qui ne se manifestent que par leur résultat et dont la médecine est incapable de retrouver la trace, ou même la localisation.

les fractures, les brûlures même, bien que la médecine leur assigne une autre classification. »

Garraud (IV, 343) : « Ce sont (les blessures) toutes les lésions du corps humain produites par le rapprochement ou le choc d'un objet quelconque ».

Chauveau et F. Hélie enfin (tome IV, § 1334) vont s'exprimer d'une façon analogue : « La loi eût pu seulement limiter son incrimination aux blessures d'une certaine gravité : elle ne l'a pas fait. Il résulte de la généralité de ses termes que toutes les lésions du corps humain produites par le rapprochement ou le choc d'un corps dur y sont comprises. »

D'accord ainsi avec les auteurs, examinons les espèces concrètes dont la jurisprudence a eu à s'occuper et celles dont elle pourrait avoir à s'occuper.

BLESSURES PAR L'EMPLOI D'ARMES MEURTRIÈRES

Les armes meurtrières sont les instruments destinés par leur nature à donner la mort.

Ce seront par excellence les revolvers, les fusils, les couteaux à cran d'arrêt.

Les blessures en résultant présenteront en général le maximum de gravité, puisque par définition même la mort aurait dû théoriquement résulter de l'acte de violence.

Par suite, aucune discussion relative à l'élément

matériel ne saurait se comprendre en pareille matière.

Nul ne penserait même à contester le caractère de blessure, alors que le corps de la victime a été traversé par une balle, qu'un organe a été atteint par une arme tranchante.

Se servir contre quelqu'un d'armes meurtrières, alors même qu'on n'aurait aucune intention homicide, est un fait grave, un fait qui semble devoir appeler dans la répression un surcroît de sévérité.

Notre droit cependant ne tient aucun compte de l'instrument employé, il se contente de graduer la peine suivant l'importance du résultat matériel, suivant la gravité de la lésion causée.

Et cependant le danger social est autrement considérable à employer de telles armes qu'à employer une simple canne par exemple.

Leur but et leur effet naturel sont de déterminer la mort; on ne peut, en les employant, mesurer leurs effets.

Ne serait-il pas juste, par suite, de créer une circonstance aggravante du fait de blessures causées par des armes meurtrières. Peut-être diminuerait-on ainsi la fréquence des coups de couteaux, des coups de revolver, dont le nombre croît chaque jour.

L'idée d'une particulière sévérité en la circonstance n'est d'ailleurs pas neuve. Si l'on ouvre le projet de Code pénal de 1810 soumis à l'appréciation des cours et tribunaux, on y trouve un article 257 ainsi conçu :

« Tout homme qui a fait un usage homicide d'une

arme ou d'un instrument destiné à donner la mort, a, contre lui, la présomption légale d'en avoir prévu l'effet et sera puni comme coupable de meurtre ».

Ainsi voilà un projet de législation qui assimile au meurtre le simple usage homicide d'armes meurtrières sans intention de donner la mort.

Et reconnaissons qu'il y a là une conception assez logique. L'effet naturel de ces instruments est de déterminer la mort, c'est une chose connue, admise ; si je mets par suite leur force en mouvement, ne doit-on pas considérer que par là même j'ai voulu leur faire produire le résultat qui est leur raison d'être.

Et la pratique du reste apprend que ceux qui se servent d'armes meurtrières ont bien presque toujours l'intention de tuer. Sans doute l'inculpation relevée est souvent celle de l'article 311, ou de l'article 309, mais la faute n'en est ni aux parquets, ni aux juges d'instruction, mais bien au jury, dont la faiblesse dans la répression permet d'envisager les pires éventualités.

L'article 257 du projet établissait donc une présomption très rationnelle, présomption qui aurait même pu être étendue en dehors de l'usage homicide, au cas où les blessures ainsi faites n'auraient pas entraîné la mort (assimilation à la tentative de meurtre).

Cependant l'article 257 a disparu, alors que les principes n'en avaient été que fort peu contestés, les observations des cours et tribunaux portant presque exclusivement sur le peu de clarté des mots « usage homicide,

instruments destinés à donner la mort, armes meurtrières » (Tribunaux criminels du Puy-de-Dôme, du Maine-et-Loire).

Il existe néanmoins un arrêt qui semble manifestement s'être inspiré de l'esprit de cet article disparu.

La chambre d'accusation de la Cour Royale de Corse avait renvoyé un nommé F. V. devant le Tribunal Correctionnel comme prévenu d'avoir porté à un sieur G. un coup de stylet qui lui avait fait une blessure dont il n'était résulté qu'une maladie, ou incapacité de travail personnel de 15 jours : le Tribunal correctionnel se déclara incompétent, « attendu qu'il s'agissait de blessures faites avec une arme meurtrière ». La Cour Royale confirma ce jugement, il y eut lieu, par suite, à règlement de juges, et à la date du 14 décembre 1820, la Cour de Cassation statua en ces termes :

« Attendu qu'aucune disposition de la loi n'a attaché le caractère d'une tentative de meurtre à des blessures, par cela seul qu'elles ont été faites avec une arme meurtrière ; qu'il résulte de la combinaison des articles 2 et 295 du Code Pénal, que pour qu'il y ait tentative de meurtre, il est nécessaire qu'il y ait dessein de tuer ; que le dessein de tuer n'est déclaré ni explicitement, ni d'une manière implicite, par le jugement du tribunal correctionnel qui n'a fait résulter la tentative de meurtre que du seul fait de l'emploi d'une arme meurtrière ; que cette blessure ne constitue donc que le délit mentionné en l'article 311 ».

(Arrêt cité par Bourguignon, *Jurisprudence des Cours Criminelles*, tome III : sur l'article 295, page 263).

D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue que jusqu'à la réforme de 1832, chaque fois que la mort résultait de violences volontaires, la peine du meurtre était appliquée, sans que l'on s'inquiétât de l'existence de l'intention homicide.

A cette époque l'article 309 du Code Pénal prévoyait uniquement le cas où les coups et blessures avaient occasionné une incapacité de travail de plus de 20 jours et, par suite, en prenant le texte à la lettre, la peine aurait dû être aggravée dans la même mesure, qu'il y ait simple incapacité de travail d'une certaine durée, ou qu'il y ait mort.

Et c'est pour remédier à cette lacune du droit pénal que la jurisprudence appliquait la peine du meurtre, alors même qu'il était établi que l'auteur des violences n'avait jamais eu pour but de tuer la victime.

Le raisonnement sur lequel se basait cette jurisprudence était, il faut le reconnaître, assez logique : tout le système de l'aggravation, en matière de violences volontaires, repose sur l'idée de l'intention éventuelle : si vous êtes puni plus sévèrement lorsque la violence a entraîné une incapacité prolongée de travail, c'est qu'en agissant vous deviez prévoir ce résultat comme possible et par suite, disait-elle, ne doit-on pas considérer celui qui a donné la mort comme ayant dû envisager toutes les conséquences de son action et l'assimiler à un meurtrier.

Ici l'on ne considèrait pas le moyen employé pour donner la mort, l'aggravation tenait uniquement au résultat obtenu, mais il importe de remarquer que dans la presque totalité des cas, la mort résultant uniquement de la mise en œuvre d'armes meurtrières, l'article 257 du projet de Code Pénal était appliqué dans son esprit.

Quoi qu'il en soit, que l'on fasse de l'usage d'armes meurtrières une circonstance aggravante du délit de violences volontaires, ou que l'on attache à ce fait la présomption légale de meurtre et de tentative de meurtre, il y a là une réforme réclamée à la fois par la logique et par l'intérêt social.

BLESSURES RÉSULTANT DE COUPS DE CANNE, DE BATON

ET AUTRES INSTRUMENTS CONTONDANTS

Ces blessures iront de la simple ecchymose à la fracture d'un membre et même à la mort par suite des lésions internes, au cas de coup sur la tête par exemple.

La gravité de la blessure dépendra de la force déployée et des parties du corps atteintes.

Ce seront des faits tombant sans contestation sous les dispositions de l'article 311, puisqu'ils constituent pour le moins des coups et que les coups, si légers soient-ils, sont justiciables de cet article.

La jurisprudence est des plus abondante et le plus souvent il s'agit de violences fort légères. Il importe néanmoins de remarquer que certains instruments contondants, comme la canne plombée, le coup de poing américain, doivent être considérés comme des armes meurtrières et que ce qui a été dit précédemment leur est applicable.

Cass., rejet., 4 nov. 1864 (*B.*, 249 : *D.*, 66-1-354) :

Canne plombée : Cass. : 9 déc. 1893 (*B.*, 342) ;

Trib. de Nontron, 17 mai 1900 (*Pand.*, 1902-2-24).

BLESSURES RÉSULTANT DE COUPS DE PIED, DE POING, DE TÊTE

Ce seront des blessures dénotant une criminalité bien moindre. Ne s'agit-il pas en effet par excellence du geste ancestral consistant à user contre son prochain des armes que la nature a mises à la disposition de tous. Le plus souvent il n'y aura aucune préméditation et les blessures seront légères, de simples érosions de l'épiderme, ou tout au plus des dents cassées. Néanmoins on peut voir parfois des blessures occasionnées de cette façon conduire leurs auteurs en Cour d'Assises : œil crevé par un coup de poing, mort résultant de coups de pied au ventre. Ces crimes sont d'ailleurs punis par le jury en général d'une simple peine d'emprisonnement.

La jurisprudence ici encore est énorme ; citons simplement :

Cass., 18 févr. an VII (*B.*, 395 : *S.*, et *P. Chron.*).

Cass., 10 mars 1810 (*B.*, 34) ;

Cass., 16 Fr. an IX (*D.*, *compt. Cr.* 408-1) ;

Cass., 7 mars 1817 (*B.*, 19) ;

Cass., 11 nov. 1887 (*B.*, 384).

Cass., 13 mars 1862 (*D.*, 62-5-76).

Ce dernier arrêt est assez curieux, car il apprend qu'un juge de simple police n'avait pas jugé l'article 311 applicable au fait d'occasionner des contusions à la tête au moyen de coups de poing. Restant saisi, il avait en effet acquitté les prévenus, montrant ainsi que le fait ne pouvait constituer qu'une violence légère. Evidemment la Cour de Cassation cassa ce singulier jugement, le coup de poing à lui seul constituant un coup de la compétence de l'article 311.

BLESSURES RÉSULTANT DU JET DE CORPS DURS

Genre de blessures encore très fréquentes : Saisir une pierre, la jeter contre quelqu'un, est un acte très instinctif que nous voyons faire tous les jours à ceux qui raisonnent le moins, aux enfants.

Très souvent, la pierre reçue causera une simple ecchymose, mais les conséquences pourront être plus sérieuses.

Ainsi un acte, peu grave dans son principe, peut avoir pour son auteur les plus terribles conséquences ; et ceci

nous montre donc encore que le résultat matériel pour la graduation de la peine ne devrait pas être seul envisagé, parce que tout un point de vue se trouve négligé : celui de la criminalité de l'agent. Si, en effet, au point de vue civil on doit assimiler l'œil crevé par un coup de couteau, et l'œil crevé par une pierre jetée, il en est tout autrement au point de vue pénal, et de toute évidence la réclusion pour le second cas est une peine trop sévère.

Il peut donc y avoir blessure, par le moyen d'un corps dur jeté, mais y aura-t-il blessure tombant sous les dispositions des articles 309 et 311 ? c'est une question qui fut discutée et que nous examinerons à propos de l'étude des coups, car elle dépend évidemment de la question suivante : Y a-t-il coup tombant sous les dispositions de l'article 311 dans le fait d'atteindre quelqu'un volontairement avec une pierre ?

BLESSURES RÉSULTANT DE MORSURES DE CHIEN

BLESSURES PAR L'INTERMÉDIAIRE D'AUTRUI

La jurisprudence décide qu'il y aura lieu à application des articles 309 et 311, chaque fois qu'à la suite d'excitations contre un tiers, un chien aura mordu ce tiers, lui causant ainsi une blessure. Il y a alors blessure par l'intermédiaire d'un chien qui n'est plus entre vos

maines qu'un instrument, comme le serait un fusil, ou un bâton.

L'article 475 § 7, punit bien des peines de simple police « ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent, ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage » ; mais cet article ne s'occupe pas du résultat causé. La contravention existe par cela même qu'on excite le chien ou qu'on ne le retient pas ; et dans ce cas en effet l'article 475, § 7, peut seul s'appliquer.

Mais, si des blessures ont été causées, il faudra alors laisser l'article 475, § 7, de côté et s'adresser soit aux articles 319 et 320, s'il n'y a pas eu d'intention coupable, soit aux articles 309 et 311 si, au contraire, l'intention coupable existe, soit même à l'article 295, si le but a été de provoquer la mort, ce qui n'est pas absolument impossible à concevoir, s'il s'agit de molosses ou de chiens d'équipages.

Le principe semble avoir été établi par le Tribunal de Riom, le 3 juin 1829 (*D., Répert., Cr. c. les pers.*, n° 344).

« Considérant, dit le jugement, que l'article 475 du Code Pénal prévoyant de simples contraventions de police, le paragraphe 7 de cet article sainement entendu ne peut s'appliquer qu'au cas où sans qu'il en soit résulté aucun mal et dommage, le maître ou conducteur d'un chien l'a laissé sans le retenir attaquer ou poursuivre les passants, ou l'aurait excité ainsi à attaquer ou poursuivre ; mais qu'on ne saurait placer dans la catégorie

de simples contraventions de police les faits exposés en la plainte et que le plaignant étaye d'ailleurs de rapport de médecin attestant des morsures graves qui auraient rendu l'enfant mineur du plaignant incapable pendant 15 ou 18 jours de vaquer à ses travaux ordinaires ; qu'ici il s'agirait d'ailleurs, selon la plainte, de blessures procédant d'un fait volontaire : celui d'avoir excité le chien qui les a faites, chien qui a été véritablement un instrument dont on s'est servi par malveillance ».

Mais il est nécessaire de faire une remarque. Le jugement ci-dessus consacre le principe de blessures par l'intermédiaire d'un chien et d'application dans ce cas des articles 311 et 309. Et effectivement aucune difficulté ne pourra naître quand l'animal aura été excité, ce qui constitue un fait volontaire, comme dans l'espèce en question. Mais il en serait autrement s'il y avait simplement une abstention, si l'on avait simplement laissé l'animal agir sans le retenir, l'intention de causer des blessures pourrait être aussi évidente, un simple geste aurait pu suffire, pour arrêter l'animal, mais la volonté ne se traduisant par aucun acte extérieur, les articles 309 et 311 ne sauraient s'appliquer. Il faudrait alors se contenter de l'article 475, paragraphe 7.

A côté de l'arrêt de Riom ci-dessus relaté, on peut citer des arrêts belges :

D., *Suppl.*, *Crimes c. les pers.*, n° 182) :

Brux., 6 janv. 1858 (*Pasicrisie belge*, 1858-2-209) ;

Gand, 24 oct. 1859 (*ibid* 1860-2-125) ; en doctrine : Garraud, tome IV, p. 343, note 10.

Ce que nous venons de dire du chien s'appliquerait évidemment à tout animal ; il s'appliquera chaque fois que l'être ayant causé des blessures ne sera pas, en quelque sorte le cerveau qui agit, mais simplement un instrument sans conscience aux mains d'autrui. Il en sera particulièrement ainsi au cas où l'on lancera contre autrui un enfant ou un homme en état d'hypnose.

BLESSURES RÉSULTANT DE LA COMMUNICATION DE MALADIES

Le fait de communiquer à quelqu'un une maladie et d'attenter ainsi à sa santé constitue aux termes de la jurisprudence un acte assimilable à une blessure.

La lésion dans ce cas n'en existe en effet pas moins, elle est simplement interne.

Ce principe fut consacré par la jurisprudence à propos de l'article 320 du Code Pénal qui prévoit exclusivement les blessures et coups par imprudence.

Par un jugement du Tribunal de la Seine en date du 27 juillet 1888 (S., 88-2-244 ; P., 88-1-1249 ; D., *Suppl. Cr. c. les pers.*, 295), des parents sachant leur enfant atteint d'une affection syphilitique contagieuse et l'ayant malgré cela confié à une nourrice à laquelle l'enfant communiqua cette maladie, se virent appliquer l'article 320.

Et la même espèce s'étant présentée de nouveau, le Tribunal de la Seine persista dans sa jurisprudence :

Paris, 22 octobre 1888(S., 89-2-4 ; P., 89-1-8 ; *J. des parq.*, 89-2-79) ;

Garçon, *C. P.* annoté, sous 319 et 320 ; n° 237.

Il en résulte que, si la maladie a été communiquée volontairement, l'article 311 pourra s'appliquer, il y aura blessure volontaire.

Et en reprenant le cas précédent, si l'on suppose qu'une femme dans un but de vengeance attire chez elle un individu et lui communique la syphilis, son acte tombera incontestablement sous les dispositions des articles 309 et 311. Sans doute, il s'agit là d'une hypothèse où ces articles trouveront une application bien rare, non pas que la communication de la syphilis soit un événement exceptionnel, mais bien parce qu'il sera très difficile d'établir que l'acte de la femme a eu pour but d'inoculer la maladie et non d'en retirer un profit pécuniaire et parce que, par ailleurs, l'acte de commission manquera souvent, la femme s'étant bornée à acquiescer aux propositions de l'homme.

BLESSURES RÉSULTANT DU FAIT DES CHIRURGIENS

L'exercice normal de la profession de chirurgien couvrir le corps, etc. Ce sont là des actes qui incontestablement présentent le caractère de blessures et même de blessures graves.

Nul ne songeant à inquiéter normalement les chirurgiens à raison de leurs actes, il existe par suite une catégorie de personnes autorisées à causer des blessures à autrui.

Mais en peut-on conclure que jamais les chirurgiens n'auront à rendre compte de leurs actions devant la Justice ?

C'est là une question qui dépend essentiellement du fondement juridique de cette impunité générale.

Il semble bien que ce fondement juridique doit être cherché, comme l'indique M. Garçon (*C. P. annoté*, sous 309 et 311, § 80), dans la permission de la loi.

Le législateur, dit M. Garçon, en conférant au chirurgien des diplômes, et en lui permettant l'exercice de la médecine *l'autorise à faire tous les actes qui ont un but curatif*, lorsqu'il est appelé par le malade.

De ce critérium il apparaît que l'on peut dégager des principes très nets :

Tout d'abord, quand le chirurgien agira dans un autre but qu'un but curatif, il tombera sous le coup des articles 309 et 311, car son acte présentera alors tous les caractères du délit de blessures volontaires ; il y aura l'élément matériel de blessures et il y aura aussi l'élément intentionnel, puisque l'acte aura été commis volontairement avec la connaissance du préjudice devant en résulter.

Mais, est-ce à dire qu'il suffira au chirurgien d'agir dans un but curatif pour échapper toujours à l'action de la justice ?

Il ne semble pas que la loi puisse donner une autorisation aussi générale.

Si, en effet, on relève chez le chirurgien une faute lourde, les articles 309 et 311, sans doute ne pourront pas s'appliquer, car l'élément intentionnel manquera, mais il n'en sera pas de même des articles 319 et 320, qui atteignent les blessures involontaires (Garçon, sous 319 et 320, § 189, et suivants avec l'indication de nombreux arrêts).

Ceci établi, pour en revenir aux articles 309 et 311, nous voyons que ceux-ci atteindront toujours le chirurgien qui agira dans un autre but qu'un but curatif. Mais quel pourra être cet autre but

Nous trouvons un jugement du Tribunal de Lyon du 15 décembre 1859 (D., 59-3-87) qui va nous renseigner en partie : Un interne et son chef de service avaient inoculé le virus de plaques muqueuses à un enfant du service des teigneux, pour vérifier si les accidents secondaires de la syphilis étaient contagieux.

Le Tribunal de Lyon appliqua à ces deux médecins les peines prévues par l'article 311.

Ce jugement semble bien être l'application des principes posés précédemment.

Les articles 319 et 320 sont en effet inapplicables dans l'espèce ; il n'y a pas eu imprudence, les deux chirurgiens ont parfaitement accompli l'acte, avec la connaissance du préjudice pouvant en résulter et sans intention curative possible ; par ailleurs, l'élément matériel

du délit de l'article 311 ne manque pas plus que l'élément intentionnel, il est constitué par le coup de lancette qui a inoculé le virus.

Donc blessure faite par un chirurgien dans un but d'expérience scientifique, voilà une première catégorie d'actes devant tomber sous le coup de nos articles.

Une seconde catégorie sera fournie par les blessures faites à une personne saine, dans le seul but de lui procurer une somme de jouissance plus considérable. Ce sera le cas du chirurgien qui pratique sur une femme l'opération de l'ovariotomie; pour lui éviter les ennuis de grossesses futures, le consentement donné par la femme étant d'ailleurs sans effet sur l'incrimination de l'acte.

Ce sera à *fortiori* le cas du médecin qui mutilé un conscrit pour lui permettre d'échapper au service militaire ; ce fait formant par lui seul un délit.

Ajoutons enfin que les Tribunaux Allemands (Gargon, 309 et 311, § 85) admettent même la qualification de lésions corporelles volontaires, dans le cas d'opérations faites sans le consentement et même contre le consentement des malades.

Ces principes s'appliqueraient de même au médecin, car pour lui il est possible également de concevoir un autre but qu'un but curatif ; il faut remarquer en effet que l'élément matériel du délit ne saurait faire défaut, la jurisprudence englobant sous le nom de blessure toute atteinte à la santé d'une personne.

Le rapide examen que nous venons de faire montre que le mot « blessures » englobe déjà, dans sa généralité, un nombre élevé de faits et que, au point de vue particulier des articles 309 et 311 (rédaction de 1810), une grande catégorie d'actes violents est ainsi réprimée.

Toutes les atteintes volontaires portées à l'intégrité corporelle, ou à la santé, sont en effet prévues par ce mot de blessures, c'est-à-dire, en résumé, toutes les violences ayant eu une répercussion quelconque sur l'état physique de la personne. Les autres actes violents ne peuvent être, par suite, que des actes peu graves, peu graves tout au moins par leur résultat matériel, puisque à partir du moment où ils causent la moindre lésion, ils perdent leur caractère spécial et rentrent dans la classe des blessures.

SENS JURIDIQUE DU MOT COUP ; QUELS SONT LES ACTES VIOLENTS QUI CONSTITUENT DES COUPS.

La seconde catégorie de violences prévues par les articles 309 et 311 comprend les coups.

Nous allons nous efforcer maintenant de déterminer la nature de ceux-ci.

Très souvent les coups provoquent des blessures et les blessures sont elles-mêmes presque toujours causées par des coups. Mais pour bien saisir le caractère spécial

du coup, il est nécessaire de l'isoler de la blessure qu'il a pu causer puisqu'à lui seul il constitue une classe spéciale de violences.

Tout choc imprimé sur le corps humain constitue un coup et par suite tout acte volontaire qui aura pour effet le rapprochement violent du corps humain et d'un corps quelconque constituera le délit de l'art. 311 et ce, quelle que soit la conséquence de ce rapprochement.

Les coups de poing, de pied, de tête qui consistent dans le rapprochement d'une partie du corps de l'agresseur et d'une partie du corps de la victime rentrent juridiquement par excellence dans la notion de coup.

Il est inutile de citer des arrêts, la question ne pouvant faire de doute.

La seule difficulté qui ait été soulevée à ce sujet se rapporte au soufflet.

Le soufflet constitue-t-il un coup, et donné volontairement, tombe-t-il sous les dispositions des art. 309 et 311 ?

La jurisprudence fut toujours constante à cet égard, toujours elle appliqua les peines des coups volontaires à l'auteur du soufflet.

« Attendu qu'il résulte de la plainte qu'il s'agissait d'injures graves et de coups portés, puisque P... était prévenu d'avoir souffleté R... », dit un arrêt de la Cour de cassation du 25 janvier 1810 (D., *Compt. Cr.*, 271).

Et c'est là un arrêt qui indique bien le caractère assez

particulier du soufflet : 1° C'est un coup, car n'est-ce pas, en effet, le rapprochement de la main de l'agresseur du visage de la victime ; 2° C'est, de plus, une injure grave, car le soufflet possède un caractère outrageant que ne comporte pas le coup de poing, ou le coup de pied. Sans doute le résultat matériel en sera très généralement peu important, mais dans l'application de la peine le résultat matériel n'est pas seul à considérer et puisque intrinsèquement le soufflet constitue un coup, il nous semble qu'une peine sévère devrait être appliquée. D'ailleurs, en cette matière, comme en beaucoup d'autres, la situation sociale et la moralité des individus en cause joueront un rôle de premier plan et c'est par suite, dans la grande latitude laissée au juge, qu'on pourra trouver la solution du problème.

Formant une deuxième catégorie de coups, nous trouvons les coups de bâton, de fouet, de lanière.

Ici le coup est produit par le rapprochement d'un objet quelconque tenu à la main, du corps de la victime.

La jurisprudence est encore excessivement abondante.

La tendance, toute naturelle, de l'homme est de se servir pour l'attaque, ou la défense, des objets qu'il a sous la main ; or, nombre de personnes ne sortent que munies de canne, beaucoup d'autres ont professionnellement le fouet à la main.

Un troisième moyen de causer un coup consiste à

atteindre une personne avec un corps dur lancé avec suffisamment de force.

Ici il y a en quelque sorte solution de continuité entre l'agresseur et la victime, mais le corps dur n'est, en réalité, qu'un instrument aux mains de l'auteur au même titre qu'un bâton, ou qu'un fouet.

Il est donc certain que le fait d'atteindre une personne au moyen d'un corps dur tombe sous le coup de l'art. 311 et constitue quelque chose de plus qu'une violence légère.

La jurisprudence, à cet égard, est absolument constante.

On ne peut trouver qu'un arrêt en règlement de juge du 29 septembre 1831 (*Bull. cr.*, 237), allant contre cette manière de voir.

Une jeune fille avait lancé sur un groupe de jeunes gens un fer à repasser, corps dur par excellence, et deux des jeunes gens avaient été atteints. La Chambre du Conseil renvoya la jeune fille, la fille D..., devant le Tribunal de simple police qui se déclara incompétent. Le cours de la justice étant interrompu, la Cour de cassation fut saisie par voie de règlement de juge, et cette Cour renvoya l'affaire devant le Tribunal de simple police : « Attendu que le fait dont la fille D... est prévenue ne présente d'autre caractère que celui d'une simple contravention de police prévue et punie par l'article 475, § 8, du Code pénal. »

Blanche, qui rapporte l'arrêt (*Etudes pratiques sur le*

Code pénal, tome IV, n° 560), déclare qu'il ne faut voir là qu'un arrêt d'espèce, puisque, en toute autre circonstance, la Cour de cassation jugea en sens contraire.

Mais il est à ce sujet, dans le Code pénal lui-même, d'autres textes qui semblent pouvoir venir en concours avec notre article 311.

Nous trouvons, en effet, tout d'abord un article 471, § 6, qui punit « ceux qui auront jeté, ou exposé au devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute, ou par des exhalaisons insalubres. »

Puis un article 471, § 12, qui punit « ceux qui imprudemment auraient jeté des immondices sur quelque personne ».

Et, enfin, un article 475, § 8, punissant « ceux qui auraient volontairement jeté des pierres, ou d'autres corps durs, ou des immondices sur quelqu'un. »

Il nous faut écarter tout d'abord les articles 471, § 6, et 471, § 12, qui ne punissent que des infractions non intentionnelles, l'article 471, § 6, ne différant de l'article 471, § 12, qu'en ce qu'il n'exige pas que le corps dur ou l'immondice ait atteint quelqu'un.

Au contraire, l'article 475, § 8, exigeant à la fois la volonté d'atteindre quelqu'un et le fait de l'avoir atteint, réprime des actes analogues à ceux prévus par l'article 311.

La gravité du résultat matériel de l'acte de violence forme la seule différence entre les deux articles.

Et alors il apparaît que cet article 475, § 8, vient jouer

au sujet du jet de corps durs, le rôle que l'article 605 du Code de brumaire an IV joue vis-à-vis de l'article 311 au sujet des autres violences, ce qui revient à dire que pour ces violences particulières jamais l'article 605 du Code de Brumaire ne pourra s'appliquer.

L'opinion contraire n'a guère été soutenue que par MM. Chauveau et Hélie (tome VIII, p. 386). D'après eux, il y aurait lieu ici de recourir à des dispositions « toujours applicables à toutes voies de fait qui n'ont causé aucune blessure et qui n'ont été accompagnées de coups ».

Ne semble-t-il pas, au contraire, que, s'il est juste de recourir au Code de Brumaire, quand le Code pénal de 1810 est muet, il est irrationnel d'y recourir quand la matière dont il s'agit est réglée par ce dernier.

Et un arrêt de la Cour de Cassation du 21 mars 1868 (D., 69-1-262) va, en effet, nous montrer que le jet volontaire de corps durs tombe bien en principe sous les dispositions de l'article 475, § 8, et non sous celles de l'article 605 du Code de Brumaire ; mais que, dès qu'il y a blessure ou coup, ce sont les dispositions de l'article 311 qui deviennent applicables.

« Attendu que le procès-verbal imputait au jeune Cadin d'avoir lancé une pierre à un autre enfant et de lui avoir fait une blessure ; que le jugement de simple police attaqué décide qu'au jour et à l'heure fixés par le procès-verbal, le prévenu a contrevenu à l'article 475, § 8, en lançant une pierre à l'enfant Naguem qui a été

blessé à l'œil gauche ; attendu que, si l'article précité punit d'une amende de 6 à 10 francs celui qui a volontairement jeté un corps dur sur quelqu'un, il ne prévoit pas le cas où il est résulté de ce fait des coups, ou des blessures ; que dans cette dernière hypothèse le fait rentre dans les prévisions de l'article 311... »

(Sur ce sujet : Rauter, *Dr. Cr.*, § 456 ; — Morin, *Répert. de Droit crim.*, v° *Coups*, n° 8 ; — D., *Jurisp. Gén.* v° *Contraventions*, n° 353).

Un dernier moyen de frapper consiste à pousser un individu contre un corps dur de façon à ce qu'il en résulte un choc. On conçoit, en effet, qu'il importe peu que le corps dur soit lancé contre l'individu, ou que l'individu soit lancé contre le corps dur : dans les deux cas il y a choc, dans les deux cas l'article 311 est applicable.

De tout temps la jurisprudence a jugé en ce sens.

Un arrêt de Bourges du 10 septembre 1829 (*P. chron.*) applique l'article 311 au fait de renverser une personne à terre, malgré sa résistance. Cet arrêt est intéressant, parce qu'il montre les controverses qui se produisirent relativement à ce cas particulier de violence.

Jeanne Jullien fut surprise seule chez ses maîtres par le nommé Bougaut qui la saisit au corps, la renversa par terre et la traîna vers le feu.

Le Tribunal Correctionnel de Saint-Amand jugea :
« Attendu qu'il est constant que le prévenu s'est porté

à des voies de fait envers la fille Jullien, que cependant ce n'est point dans l'article 311 du Code pénal, que le Tribunal doit chercher la peine à appliquer, *puisqu'il n'y a eu ni coups portés, ni blessures faites* à cette fille, mais seulement dans les articles 605 et 606 dū Code de Brumaire an IV. »

Mais sur appel, la Cour de Bourges fut d'un avis opposé et posa nettement et d'une façon définitive le principe : « Considérant qu'un fait de la nature de la violence en question est trop grave pour être rangé parmi les violences légères prévues par l'article 605, § 8, de la loi du 3 brumaire an IV, qui ne les punit que des peines de simple police ; *que de l'action de renverser avec violence une personne à terre résulte nécessairement dans le sens de la loi pénale un coup* ; qu'il importe peu, en effet, qu'un corps dur soit poussé contre une personne, ou que la personne soit poussée contre le corps dur, que l'effet est le même... »

Un autre arrêt considère également comme constituant un coup, le fait de traîner à terre un individu par les cheveux : Cass., 23 Frimaire an VII et 7 mars 1817 (D., *Répert.*, § 175, 1°).

De même, le fait de saisir quelqu'un au corps et de le lancer avec force à terre contre un corps dur :

Cr. rejet., 22 août 1834 ; *P. chron. D.*, *Répert.*, § 149) ; Cass., 15 octobre 1813 (Blanche, § 560).

Encore le fait de frapper la tête d'une personne contre la terre : Cass., 19 décembre 1863 (D., 63-5-402).

Citons, enfin, postérieurement à 1863, un arrêt de Cassation du 15 juillet 1882 (*Bull.*, 174), qui déclare que le fait d'avoir poussé une personne contre un mur avec tant de violence qu'il en est résulté une chute ayant occasionné de fortes déchirures des chairs à l'épaule constitue le délit prévu par l'article 311 du Code pénal.

Nous voyons donc maintenant l'ensemble des actes qui rentrent dans la notion de blessures et dans la notion de coups.

Nous voyons qu'en réalité un nombre considérable d'actes violents étaient atteints par l'article 311, rédaction antérieure à 1863 et que ceux qui y échappaient étaient des actes bien peu graves.

Il nous reste à rechercher et à définir quelles furent ces violences qui échappant à l'article 311, tombaient sous le coup de l'article 605 du Code de Brumaire

ACTES VIOLENTS

CONSTITUANT ANTÉRIEUREMENT A LA RÉFORME DU 13 MAI
1863, DES VIOLENCES LÉGÈRES

Les violences qui, antérieurement à la réforme de 1863, étaient considérées comme des violences légères, et tombaient, à ce titre, sous les dispositions de l'article 605 du Code de brumaire, vont être tous les actes phy-

siques d'agression n'occasionnant pas de blessures et ne consistant pas en coups.

On conçoit qu'il est bien difficile de faire une classification, même approximative ; en matière de violences graves les mots coups et blessures, quoique généraux dans leur acception, permettaient néanmoins de donner un aperçu général de cette catégorie de violences. Mais ici on ne trouve aucun jalon dans cet ensemble d'actes pouvant revêtir les caractères les plus variés. Il suffira qu'il y ait un acte d'agression chez l'auteur, car, évidemment, là où cesse la violence, là disparaît le délit de violence, mais c'est bien la seule limite à laquelle nous pourrions nous heurter.

Contentons-nous donc de citer quelques cas concrets de violences légères qui, antérieurement à la réforme de 1863, se présentèrent devant les Tribunaux :

1° Sur une place publique le nommé L... C..., ayant saisi une jeune fille par derrière, avec violence, lui avait ouvert la bouche et avait rempli celle-ci de son.

Il y a là certainement un acte de violence présentant un certain caractère de gravité, qui peut même dans la notion courante des choses être facilement comparé au coup de poing, au jet de pierre.

Et ce fut en effet l'avis du juge de simple police d'Uzès qui, trouvant trop légères les peines dont il disposait, se déclara incompétent.

Saisie de l'affaire, la Cour de Cassation déclara :
« Attendu que les faits n'ayant été accompagnés ni de blessures, ni de coups, ne peuvent se rattacher aux dispositions de l'article 311 du Code pénal..., mais qu'ils ont le caractère de voies de fait et de violences légères mentionnées en l'article 19, § 2, titre I de la loi du 22 juillet 1791 sur la police municipale et correctionnelle et à l'article 605 du Code de Brumaire an IV.

En résumé, le juge de police avait jugé en équité, la Cour de Cassation jugea en droit.

Mais il faut retenir cet antagonisme entre le droit et le bon sens, antagonisme qui va nous acheminer vers la réforme de 1863 : Cass., 14 avril 1821 (*D. Cr. et délits contre les pers.*).

2° Le fait de cracher au visage de quelqu'un :

Ici encore nous allons trouver un acte de violence qui ne pouvait rentrer dans les termes de l'article 311 et auquel une simple peine de police était applicable.

Et cependant le fait en question présente une gravité certaine à raison de son caractère outrageant ; mais en face d'une législation ne considérant que le résultat matériel de l'acte, cet élément purement moral disparaît.

D'ailleurs, les tribunaux liés cependant par les textes protestèrent parfois contre la peine modique dont ils disposaient en l'espèce.

« Attendu qu'un crachat en pleine figure est la vio-

lence la plus atroce qu'un homme d'honneur puisse recevoir et que, si la loi ne l'a pas textuellement prévue c'est que le législateur a pensé qu'un homme d'honneur ne pourrait jamais s'en rendre coupable », déclare en un style un peu prud'homesque, la Cour de Toulouse, 1er septembre 1854 — (D., 55-1-47), qui indique néanmoins ainsi en peu de mots les deux éléments dont toute législation sur les violences devrait tenir compte : l'élément moral de l'acte et l'élément social.

Mais, néanmoins, jamais la Cour de Cassation ne consentit à voir dans le fait de cracher, quelque chose d'assimilable à un coup et toujours elle cassa les arrêts qui en avaient décidé autrement.

Citons l'arrêt du 9 mars 1854 (D., 54-1-259). Celui du 5 janvier 1855 (D., 55-1-47), qui, en termes formels, déclare que le fait outrageant de cracher à la figure de quelqu'un ne peut être assimilé à l'action de frapper qui, par elle-même, implique l'idée de coups portés.

Citons encore un arrêt de la Cour de Douai, 15 février 1844 (D., 45-4-527).

Ces arrêts, tout en déclarant que le fait ne tombe pas sous l'article 311, le font sans hésitation tomber sous les dispositions du Code de Brumaire an IV, et pourtant il semble que dans le Code pénal lui-même on aurait pu trouver un article applicable. En effet, comme nous l'avons vu, l'article 475, § 8, prévoit le jet volontaire de corps durs, ou d'immondices. Or, en fait, ici ne s'agit-il pas d'un jet d'immondices ? C'est d'ailleurs

ce que fait remarquer Le Graverend, *Traité de la Législation Criminelle* (1830), qui, au sujet de cet article 475, § 8, déclare : « L'action de cracher à la figure d'un individu peut être considérée comme caractérisant la contravention prévue par les derniers mots du paragraphe ».

3° Le simple fait d'arracher un objet des mains d'une personne a toujours constitué également le délit de violence tombant sous les dispositions du Code de Brumaire.

Il s'agit là, en effet, d'un acte de violence certain, atteignant la personne physique, sans qu'il y ait coups ou blessures.

Nous trouvons, notamment, un jugement de Lille, du 5 avril 1836 (D., *Crimes et délits contre les pers.*, § 173), qui déclare applicables les articles 605 et 606 aux frères L..., qui avaient arraché des mains des enfants R... une lanterne.

4° Il en est de même du fait de pousser quelqu'un alors qu'il n'y a pas chute, ou de tirer quelqu'un par le vêtement ou bien encore de jeter de l'eau (Cass., 12 août 1853 : *Bull.*, 398).

Tous les actes violents que nous venons d'examiner, actes dont on comprend la fréquence, atteignent, dans une mesure assez faible sans doute, la personne physi-

que de la victime, et constituent bien ainsi, au sens courant des choses, une violence.

Mais il est dans la jurisprudence un cas tout particulier de violence légère s'inspirant de principes différents, cas resté d'ailleurs isolé, mais qu'il convient de citer pour montrer combien élastiques étaient et sont encore les frontières de l'article 605 du Code de Brumaire.

Les légataires d'une vigne, sans attendre la délivrance de leurs legs de la part de l'héritier à réserve, avaient enlevé les fruits de la chose léguée, et ce, malgré les protestations énergiques du colon à qui la vigne avait été donnée à colonage par l'héritier.

Sur une poursuite pour vol, le tribunal de Bastia (9 août 1846 : D., 46-2-233), décida qu'il ne pouvait y avoir vol, puisqu'il n'y avait pas soustraction de la chose d'autrui, mais ajouta :

« Attendu néanmoins qu'en s'emparant de leur autorité des raisins des vignes qui sont en litige et que l'héritier à réserve avait données à colonage à B..., les prévenus ont exercé une voie de fait qui constitue une contravention prévue et punie par les articles 605 et 606 du Code de Brumaire an IV.

Ce jugement semble donc considérer comme une violence tombant sous le coup du Code de Brumaire, tout acte contraire aux droits d'une personne, et ce alors même qu'aucune atteinte à la personne physique n'a eu lieu.

Il est inutile de faire remarquer combien la notion de violence serait ainsi élargie; si tout acte contraire aux droits d'une personne devait constituer une violence, toutes les infractions classées comme infractions contre les propriétés contiendraient en elles-mêmes le délit de violence.

CRITIQUE DE LA LÉGISLATION

RELATIVE AUX VIOLENCES VOLONTAIRES ANTÉRIEURES A
LA RÉFORME DU 13 MAI 1863

Le rapide examen que nous venons de faire des actes de violence punissables permet de constater que, dès cette époque, tout acte de violence trouve dans la loi pénale sa répression, première condition de bon équilibre de l'état social.

Mais, si chaque acte de violence trouve bien sa répression, trouve-t-il une répression conforme à sa gravité, conforme à son caractère anti-social : C'est là ce qui n'apparaît pas.

La loi pénale classe les violences en deux grandes catégories d'après leur nature :

1° Violences qui constituent des coups ou des blessures ;

2° Violences qui n'en constituent pas.

La loi qualifie les premières de violences graves

dignes de peines correctionnelles, et les secondes de violences légères dignes au plus de peines de simple police. Et alors qu'elle gradue la peine suivant les résultats causés pour les violences graves, n'hésitant pas à aller jusqu'aux travaux forcés, — pour les violences légères, au contraire, elle se borne à laisser au juge une latitude allant simplement de 1 à 3 jours d'emprisonnement.

Or, comment ne pas apercevoir d'un premier coup d'œil qu'il est bien d'autres violences graves que les coups et blessures, qu'il est bien des violences qui, sans se traduire par un choc et sans déterminer une lésion, constituent néanmoins des actes dont la répression doit être poursuivie avec énergie.

Sans doute, les coups et blessures sont dans la grande majorité des cas les actes violents les plus sérieux ; mais cependant à côté d'eux nous trouvons parfois des faits qui facilement leur sont assimilables, soit par le dommage matériel, soit par le dommage moral.

Car il semble, en vérité, que notre législation soit toujours destinée aux hommes préhistoriques. Il semble que la douleur physique, que le dommage matériel, puissent seuls être pris en considération comme seuls existants ; il semble que notre cerveau soit incapable de ressentir une douleur morale, ou que tout au moins cette douleur soit d'une insignifiance telle qu'elle ne puisse mériter aucune attention de la part de la loi pénale.

Les Tribunaux, chargés d'appliquer la loi devaient, par suite, les premiers, se heurter à l'étroitesse du texte de l'article 311, forcément ils devaient se cabrer devant l'injustice imposée par une loi violant l'équité.

Aussi, dès 1810, voit-on la jurisprudence protester contre l'indulgence des peines applicables à certaines violences qui ne sont ni des coups, ni des blessures ; dans nombre de jugements ou d'arrêts, en effet, on voit la gêne des Tribunaux qui, liés par un texte, cherchent en vain à concilier le droit et l'équité ; on voit même la seule considération de la gravité d'un acte, bien éloigné cependant de la notion des coups et blessures, entraîner pour son auteur des peines correctionnelles, les magistrats n'ayant pu se décider à appliquer en de telles circonstances des poussières de pénalité.

Et, si la Cour de Cassation casse immuablement les arrêts, cherchant à étendre l'article 311 à de simples voies de fait, au moins tenant compte du mouvement général, admet-elle que l'on force un peu la notion des blessures et la notion des coups, afin de reculer le plus possible les frontières de cet article.

Ainsi donc, dès avant 1863, une jurisprudence extensive se fit jour, jurisprudence ayant pour but de faire rendre à l'article 311 son maximum d'effet, au risque même d'en dépasser parfois la portée. C'était, en effet, alors une question controversée de savoir si les faits de saisir un individu au corps, de le jeter à terre, de le presser contre un corps dur, de lui arracher les che-

veux, de lui cracher au visage devaient être placés dans la catégorie des coups punissables par application des articles 309 et 311, ou dans la catégorie des violences légères réprimées par le Code de Brumaire.

Et la jurisprudence favorable à une large interprétation du mot « coups » résolvait, nous l'avons vu, cette question par l'affirmative pour ce qui est de renverser une personne à terre malgré sa résistance (Bourges, arrêt précité, 10 septembre 1829 : *Rép.*, D., 166, 1°), de la saisir au corps, et de la lancer avec force à terre contre un corps dur (Cr., 22 août 1834 : *Rép.*, D., 149).

Et il en était de même également du fait de traîner un individu par les cheveux (C. cass., 23 frimaire an VII, et 7 mars 1817 : *Rép.*, n° 175, 1°), ou encore de les lui arracher (C. cass., 3 sept. 1807 : *Rép.*, v° *Comp. Cr.*, n° 408, 6°).

Au contraire, les Tribunaux en décidaient autrement pour le fait de cracher au visage de quelqu'un, acte qui pourtant, à raison de son caractère profondément outrageant méritait mieux qu'une simple peine de police. Beaucoup de Tribunaux, comme nous l'avons dit, ne pouvaient se décider à qualifier de violences légères une pareille action. Mais comme, en définitive, le fait, malgré toute la bonne volonté possible, ne pouvait présenter le caractère de coups, force était bien finalement de lui appliquer uniquement les dispositions du Code de Brumaire,

Nous voyons donc que la jurisprudence favorable à une large interprétation du mot « coups » reculait autant qu'elle le pouvait les frontières de l'incrimination, en considérant comme des coups, certains actes de violence sur le caractère desquels il était permis de discuter.

Néanmoins, cette jurisprudence restait vague, hésitante, puisqu'il lui manquait l'appui d'un texte solide ; sa grande utilité était de montrer au législateur la voie à suivre ; elle lui indiquait, en effet, qu'il y avait là dans la loi une disposition vicieuse, une disposition dont elle cherchait vainement à s'émanciper et qu'il convenait de modifier pour rendre une meilleure justice. Et il faut convenir qu'en réalité il ne peut exister pour le législateur de meilleures indications ; n'est-ce pas lui qui doit se laisser conduire par la jurisprudence et ne doit-il pas, en son incompetence bien compréhensible, se garder à la fois et de toucher aux lois contre lesquelles aucun Tribunal ne proteste et de maintenir celles dont la modification lui est demandée.

Pour une fois reconnaissons que le législateur ne méprisa pas les indications si utiles de la jurisprudence et n'hésita pas à modifier la loi dans le sens où celle-ci le réclamait. Ainsi naquit la réforme du 13 mai 1863.

LA RÉFORME DU 13 MAI 1863

ET LES ARTICLES 309 ET 311

BUT ET CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME

La loi du 1^{er} mai 1863 ne s'adresse pas seulement aux articles 309 et 311, puisqu'elle modifie 45 dispositions du Code pénal.

Dans l'exposé des motifs, on peut voir l'idée directrice du législateur (*Mon.*, Annexe C, n° 14) :

« Ce n'est pas une réforme du Code pénal qu'entreprend ce projet de loi, ce qu'on a voulu faire est moins considérable et se justifie plus facilement. Il y a, dans toute législation pénale, un élément variable et progressif : c'est la peine même ; la peine, en effet, change avec les temps et elle doit changer pour ne pas rester insuffisante ou excessive.

Le jugement à porter sur l'insuffisance ou l'excès d'une peine est plus souvent un acte d'observation et d'expérience que d'application morale absolue. Quand une peine dépasse la mesure, le législateur est bientôt averti par les résistances pacifiques, mais irrégulières, que l'application de cette peine rencontre.

Sans doute, il ne faut pas se hâter de conclure, ce pourrait n'être qu'une défaillance passagère, ou des faits isolés sans généralité ; mais, si la résistance persévère et devient générale, si les magistrats consultés se prononcent dans le même sens, ce qu'il y a de mieux à faire alors, le parti juste et sage, c'est de conformer la disposition pénale aux appréciations de la conscience publique : elle est un guide qu'on peut suivre dans les questions de cette nature quand elle a persisté. »

Or, nous l'avons vu en ce qui concerne l'article 311, il y avait résistance de la part de la jurisprudence, résistance non dans le sens d'une restriction, mais au contraire dans le sens d'un élargissement du champ d'application ; les termes de l'article étaient trop étroits, ils ne contenaient pas suffisamment de faits, il était nécessaire d'augmenter la pénalité pour certains actes de violence. Le législateur ne pouvait donc manquer d'être averti par ce mouvement d'opinion qui présentait la régularité voulue pour être pris en considération, et effectivement l'article 311 ne fut pas oublié dans la réforme de 1863.

Par ailleurs, toujours dans le même ordre d'idées, le rapport fait au nom de la Commission s'exprime ainsi (*Mon.*, Annexe II et I, n° 111) :

« Le but du projet de loi, en élevant ou en abaissant les pénalités selon qu'elles ont paru trop douces, ou trop sévères n'est autre que de rechercher et d'atteindre la mesure exacte du châtiment qu'il convient d'infliger,

dans l'état actuel de notre civilisation, afin d'obtenir une répression à la fois juste et efficace.

Alors que tout change et se modifie si rapidement autour de nous, la législation seule ne saurait rester immuable et les lois pénales sont celles surtout qu'il importe le plus de plier successivement aux amendements que l'observation des faits conseille et que l'autorité de la pratique légitime. »

Et un peu plus loin le rapporteur ajoute : « Le projet de loi se propose de fixer législativement quelques points douteux de la jurisprudence ; quoi de plus sage en matière pénale surtout, que de ne laisser place à aucune incertitude sur le véritable sens de la loi. »

Les intentions du législateur apparaissent ainsi bien définies et, si nous faisons application des principes édictés par lui, au cas qui nous intéresse, nous devons trouver la solution des difficultés que la jurisprudence dénonçait chaque jour.

Et voici, en effet, en ce qui concerne spécialement les articles 309 et 311, comment l'exposé des motifs et le rapport s'expriment :

« Les art. 309 et 311 ne parlent que des blessures et des coups, nous y avons introduit, par une mention spéciale, toutes autres violences ou voies de faits, afin d'atteindre plus sûrement celles de ces violences qui, sans être précisément des coups, ont cependant un caractère de gravité punissable : ainsi le fait d'avoir saisi un individu au corps, de l'avoir jeté à terre, de l'avoir poussé contre

un corps dur, de lui avoir arraché les cheveux, de lui avoir craché au visage pourront désormais, sans contestation, tomber sous l'application de ces articles. »

Ajoutons que ces modifications proposées aux articles 309 et 311 passèrent sans opposition et même sans qu'aucune discussion n'intervint à leur sujet.

Les simples mots « ou autres violences ou voies de fait », introduits dans les articles 309 et 311, vont apporter, nous allons le voir, un changement très sensible à la législation répressive des violence volontaires.

Toujours nous allons nous trouver en face de l'article 311 du Code pénal et des articles 605 et 606 du Code de Brumaire, et toujours il va nous falloir déterminer le domaine propre de chacun de ces articles.

Puisque la réforme de 1863 étend le champ d'application de l'article 311, elle va par cela même rétrécir celui de l'article 605 du Code de Brumaire ; il n'y aura, en réalité, qu'une augmentation de peine pour certains faits antérieurement punis de peines de simple police et désormais frappés de peines correctionnelles.

Mais il est une question qui s'impose à nous tout d'abord : du fait des modifications apportées aux articles 309 et 311 du Code pénal, ne va-t-il pas résulter implicitement une abrogation des dispositions du Code de Brumaire.

Et, si l'abrogation de ces dispositions paraissait difficile à admettre à l'époque du Code pénal, leur survie, en 1863, va sembler, nous allons le voir, assez douteuse.

En 1810, en effet, considérer comme abrogées les dispositions du Code de Brumaire nous plaçait en face de ce dilemme : ou englober sous le nom de coups et blessures tous les actes violents, quels qu'ils fussent, ce qui paraissait bien difficile ; ou ne punir, parmi les actes violents, que les coups et blessures proprements dits, ce qui paraissait impossible.

Mais maintenant, au contraire, nous avons en face de nous, dans le Code, un système complet de répression, un système qui englobe, non plus seulement les coups et les blessures, mais encore les violences et les voies de fait. Il est donc permis de se demander, par suite, l'intérêt que peut bien présenter le maintien d'une disposition législative antérieure au Code lui-même et semblant faire en quelque sorte double emploi avec des textes de ce Code.

Écoutons, en effet, Garraud, tome IV, n° 344 :

« En présence de ces textes et des modifications qui ont porté le législateur à les modifier, on devait croire qu'il n'y avait plus lieu de recourir aux lois antérieures pour punir les violences ou voies de fait, même légères et que le Code pénal contenait désormais un système complet de législation sur ce point.

Sur la question : Ch. et F. H., *T. du C. pén.*, IV, § 1328 ; D., 173 ; Supp., 198 ; Le Poitevin, *Dict. des Parq., Violences* ; Morin, *J. Dr. Cr.*, § 7994 ; Fuz. H., *Coups et blessures*, § 229).

Et citons encore cette note, dans Dalloz, sous un arrêt de Metz, 18 novembre 1863 (D., 64-2-101) :

« Ce nouvel article 311 du Code pénal n'a-t-il pas virtuellement abrogé l'article 605, n° 8, du Code de Brumaire, lequel punit de peines de simple police « les auteurs de voies de fait et de violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé, ni frappé personne ». C'est là une question que l'arrêt qu'on recueille n'avait point à résoudre, mais sur laquelle la jurisprudence ne peut manquer d'être bientôt appelée à se prononcer ».

Elle fut bientôt, en effet, appelée à se prononcer et si en doctrine la question fut et est encore controversée, en jurisprudence, par contre, on peut dire qu'immédiatement elle se trouva résolue, et ce, dans le sens du maintien parallèle des deux textes.

Le principe fut nettement posé par un arrêt de cassation du 7 janvier 1865 (B., 65 ; S., 65-1-197 ; P. 65-4-43 ; D., 65-1-103).

« Attendu que la loi du 13 mai 1863 punit, il est vrai, de peines correctionnelles, non seulement les coups et les blessures, mais encore les violences et voies de fait, mais que par là le législateur a eu en vue de punir de peines correctionnelles non les violences et voies de fait légères, mais les violences et voies de fait ayant un caractère de gravité ; que cette pensée apparaît nettement dans l'exposé des motifs de la loi ; que de là il résulte que la loi modificative du Code pénal n'a entendu changer ni le caractère, ni la juridiction propres aux violences légères, mais faire punir de peines correctionnelles celles de ces violences qui par leur gravité se-

raient assimilables aux coups et blessures ; que la loi nouvelle n'a fait en cela que consacrer par une disposition formelle un point de doctrine précédemment fixé par la jurisprudence ; que ni dans l'exposé des motifs, ni dans le rapport du Corps législatif, ni dans la discussion on ne trouve la trace d'une pensée relative à l'abrogation de l'article 605 du Code de Brumaire sur les violences et voies de fait légères ; qu'en l'absence d'une disposition expresse, il n'est pas possible de faire résulter une prétendue abrogation implicite de l'esprit et des tendances d'une loi dont le but est d'atteindre la mesure exacte du châtimement suivant la gravité des infractions commises ; que le juge de police est le juge naturel des infractions légères et que les contraventions de cette nature resteraient le plus souvent impunies si la partie lésée était obligée de porter sa plainte devant le tribunal du chef-lieu de l'arrondissement ».

Cet arrêt fut d'ailleurs suivi de bien d'autres dans le même sens, notamment : Cass., 13 janvier 1865 (B., 9 ; S. P. D.) ; 7 janvier 1881 (B., 5 ; S., 82-1-47 ; P., 82-1-76 ; D., 81-1-278) ; Bordeaux, 17 février 1887 (S., 87-2-128 ; P., 87-1-700 ; D., *Suppl. Cr. et pers.*, 198).

Et il faut reconnaître qu'en pratique cette jurisprudence est la sagesse même.

Il est aisé de voir, en effet, que l'abrogation de l'article 605 du Code de Brumaire n'aurait que des inconvénients.

Les tribunaux correctionnels, déjà si chargés, au

moins dans les grandes villes, se trouveraient submergés par une foule d'infractions dignes tout au plus de retenir l'attention du juge de simple police, et le résultat certain serait de laisser impunis des délits pour lesquels on aurait voulu une répression plus énergique. Comme le dit l'arrêt précité, le juge de simple police est le juge naturel de ces petites infractions et chaque fois qu'on voudra lui retirer la connaissance des actes légers de violence, quels qu'ils soient, on aboutira en réalité à l'impunité pour les auteurs de ces actes.

Aussi, on peut dire que la question ne se discute plus : l'article 311 punit certains actes de violence, l'article 605 du Code de Brumaire en punit d'autres ; il nous reste donc à faire la répartition entre ces deux textes.

Un premier principe certain apparaît à la simple comparaison des deux textes : l'article 605 du Code de Brumaire resté le même dans sa rédaction, exclut toujours les coups et blessures : « Les auteurs de *voies de fait* et de violences légères pourvu qu'ils n'aient blessé, ni frappé personne ». Rien de changé à ce point de vue : chaque fois que nous nous trouverons en face d'une violence constituant un coup, ou causant une blessure, nous saurons par là même que l'article 311 peut seul être appliqué ; chaque fois que le juge de police, saisi d'un pareil acte de violence, verra soulever son incompétence, il ne pourra que s'incliner.

La question de la répartition des actes violents va donc se poser uniquement au sujet des violences qui ne

sont pas des coups et qui n'occasionnent pas de blessures.

Mais quels sont, en dehors des coups et blessures, les autres actes violents.

La loi, tant dans le Code de Brumaire, que dans l'article 311 du Code pénal, rédaction nouvelle, les englobe sous le nom de violences et voies de fait.

Ce seront ces violences et ces voies de fait qui tantôt tomberont sous l'application de l'article 311 du Code pénal, et tantôt sous l'application du Code de Brumaire.

Et nous reportant à l'arrêt de Cassation du 7 janvier 1865, nous voyons immédiatement qu'elles tomberont sous l'application de l'article 311, quand, par leur gravité, elles pourront être assimilées aux coups et blessures.

Violences et voies de fait légères, tel est le domaine propre de l'article 605 du Code de Brumaire : violences et voies de fait graves, tel est celui de l'article 311 du Code pénal.

Nous allons donc nous appliquer, désormais, à établir la ligne de séparation entre les violences et voies de fait graves et les violences et voies de fait légères.

Mais, préalablement, une question se pose de toute évidence : quel intérêt peut bien présenter cette distinction entre violences et voies de fait ; à quoi répond-elle en pratique, quelle différence y a-t-il entre une violence et une voie de fait ?

Un arrêt de Cassation du 25 février 1843 (S., 43-1-656) a estimé que l'expression « voies de fait », dans les dispositions du Code pénal était synonyme du mot « violences ».

Écoutons l'arrêt : « Attendu que les expressions violences, voies de fait ne présentent pas, surtout dans le langage du droit criminel, un sens si différent, qu'on ne puisse pas et que le législateur n'ait pas dû considérer ces deux expressions comme synonymes, l'une n'ajoutant rien à la signification, à la portée de l'autre ; attendu que l'une de ces expressions prise isolément a autant de portée que l'autre prise aussi isolément... »

Dans cette opinion donc les deux mots seraient simplement redondants, chose assez singulière pour un texte législatif dont la précision mathématique doit être la première qualité.

En effet, en sens contraire, nous voyons un arrêt de Metz du 18 novembre 1863 (D., 64-2-101) donnant à chacun des deux mots un sens bien différent.

« Attendu que chacune de ces expressions : coups, blessures, violences, voies de fait, a un sens qui lui est propre et qui a plus ou moins d'étendue relativement à celui que comportent les autres ; qu'en effet les coups et les blessures sont toujours des violences et toutes les violences sont des voies de fait ; mais qu'il serait inexact d'en conclure que toutes les voies de fait sont nécessairement et toujours des coups, des blessures, ou des violences, car admettre une pareille synonymie, ce serait

supprimer arbitrairement une des incriminations spéciales et formelles de la loi ».

L'arrêt voit donc une graduation entre les mots violences et voies de fait, le législateur complétant le sens de la première expression par la seconde. L'idée semble bien répondre au langage usuel pour lequel les voies de fait paraissent désigner des actes moins graves que les violences. Si, d'ailleurs, une simple question quantitative distingue les deux expressions, on conçoit combien vague doit être la séparation entre elles.

Mais l'arrêt ne s'en tient pas là. Après avoir constaté que le champ des voies de fait est beaucoup plus vaste que le champ des violences, il place spécialement dans le premier tout un ensemble d'actes violents d'un caractère très particulier.

« Attendu que, si à la rigueur on pouvait prétendre que les violences ne tombent sous l'application de la loi que quand elles ont atteint directement et matériellement par voie de contact immédiat et réel la personne physique qui en a été l'objet, il n'en serait pas de même des voies de fait qui existent sans que le corps ait été atteint, lorsqu'elles consistent dans une manifestation agressive qui menace la personne dans sa sûreté, sa liberté et son inviolabilité ».

Et c'est en partant de cette idée particulièrement féconde que la jurisprudence a, effectivement, en donnant aux mots « voies de fait » un sens auquel certainement le législateur de 1863 n'avait pas songé, considérablement étendu le champ de l'article 311.

Mais contentons-nous d'indiquer pour le moment cette interprétation nouvelle des mots « voies de fait », et retenons seulement que, si les violences diffèrent juridiquement des voies de fait, en ce que les premières peuvent s'exercer sur les choses et les secondes exclusivement sur les personnes, en réalité, il n'y a entre les deux mots qu'une question de gravité.

Ceci dit, recherchons quand ces actes violents : violences et voies de fait, auront un caractère de gravité suffisant pour tomber sous l'application de l'article 311.

L'arrêt du 7 janvier 1865 a peut-être cru trancher la question, en déclarant qu'il suffira de voir, si par leur gravité ils peuvent être assimilés aux coups et blessures.

Le critérium semble bien vague; et l'on peut immédiatement diagnostiquer les variations qui ne manqueront pas de se produire entre les jurisprudences des divers tribunaux, si lui seul doit être leur guide.

Un acte violent semblera par sa gravité assimilable aux coups et blessures pour certains juges, et non assimilable pour certains autres, nulle règle absolue ne dirigera leurs pas, et pour chaque espèce ils apprécieront souverainement.

Ce principe de l'indépendance complète des tribunaux en la matière est d'ailleurs nettement posé par un arrêt de Bordeaux du 17 février 1887 (S., 87-2-128 ; P., 87-1-700 ; D., *supp.*, *Cr. cont. pers.*, 198) :

« Attendu qu'en pareille matière les arrêts invoqués

de part et d'autre ne peuvent offrir que des indications peu décisives, les juges ayant dans chaque espèce à tenir compte des circonstances qui ne sont jamais identiques ».

Mais là est justement l'exagération, l'indépendance des tribunaux n'est pas complète en réalité ; comme le dit M. Garçon (C. P., 309, § 13), « de l'étude générale de la jurisprudence se dégagent certains principes bien établis et qu'on peut aujourd'hui considérer comme indiscutables ». Ces principes s'imposent à tous les juges et tendent de plus en plus à amener l'unité de répression là où l'on pouvait craindre l'incohérence et le chaos.

Examinons donc ces principes :

Si nous nous rappelons l'idée directrice du législateur de 1863, nous voyons qu'une série d'actes violents va incontestablement, et sans controverse possible, tomber sous l'application de l'article 311 : ce sont tous les actes que, antérieurement à 1863, la jurisprudence s'efforçait de faire tomber sous ce même article. Le législateur ému de ces tendances extensives de la jurisprudence a voulu la consacrer et lui donner le caractère légal qui pouvait lui manquer.

Quand donc un individu aura renversé une personne à terre, l'aura lancée contre un corps dur, l'aura traînée sur le sol, lui aura arraché les cheveux, un tribunal serait mal venu à déclarer que ce sont là des faits qui ne peuvent être par leur gravité assimilables à des coups et à des blessures. Le pouvoir d'appréciation des juges

ne peut s'exercer en la matière, l'esprit de la loi les lie mieux qu'aucun texte précis.

Pour le fait d'avoir renversé violemment à terre un individu : voyez cass., 30 avril 1869 : D., 69-5-407-408 ; Cr. rejet., 7 déc. 1852 : D. 72-1-480 ;

De pousser un individu et de le faire tomber : Cass., 15 juillet 1882 ; D., 83-1-45.

Mais, appliquant le principe à la rigueur, il ne faudrait pas en conclure que le seul but de la réforme de 1863 a été de faire rentrer dans les termes de l'article 311 uniquement ces faits extensifs.

La jurisprudence antérieure, refusant de considérer tel ou tel fait comme un coup, ou comme une blessure, doit être désormais abandonnée ; elle ne fournira plus à ce sujet aucune indication.

La réforme a, en réalité, un caractère plus général ; elle dépasse les limites de la jurisprudence antérieure, si extensive qu'elle ait pu être ; elle a pour objet de frapper de peines correctionnelles les actes de violence quelconques présentant le caractère de gravité voulue.

Pour s'en convaincre, il suffit, d'ailleurs, de se reporter aux paroles du rapporteur de la loi : « Nous avons introduit, par une mention spéciale, « toutes autres violences ou voies de fait », afin d'atteindre plus sûrement celles de ces violences qui, sans être précisément des coups, ont cependant un caractère de gravité punissable, ainsi le fait d'avoir saisi un individu au corps... de lui avoir craché au visage, pourront désormais, sans

contestation possible, tomber sous le coup de ces articles ».

Le rapporteur se contente de viser d'abord les faits ayant un caractère de gravité punissable, expression très large ; puis, il énumère certains actes parmi lesquels, justement, nous pouvons relever l'action de cracher au visage ; or c'est là, nous l'avons vu, une infraction à laquelle de nombreux arrêts ont refusé d'appliquer l'article 311 antérieurement à 1863.

Aucun doute ne peut donc subsister, et l'on peut voir effectivement la jurisprudence faire rentrer sous l'article 311 des faits n'ayant plus avec les coups et les blessures que le seul caractère commun de gravité.

Il ne faudrait pas croire cependant que la jurisprudence, ne se sentant plus comprimée, va s'élargir notablement ; ce n'est que bien timidement, en réalité, qu'elle va profiter de la grande liberté qui désormais lui est laissée. En dehors de la jurisprudence extensive antérieure, en dehors de l'acte de cracher au visage, fait qui, nous l'avons vu, avait été visé formellement par le rapporteur, bien rares seront les actes violents antérieurement punis de peines de simple police, que la Cour de Cassation considérera comme graves, bien rares seront les actes antérieurement punis de peines de simple police, qui vont l'être désormais de peines correctionnelles.

Et l'importance du critérium pour déterminer la démarcation entre les violences et voies de fait graves et

les violences et voies de fait légères va ainsi perdre singulièrement de son importance, quand nous allons constater que presque toutes les violences et voies de fait sont traitées comme des violences légères.

Prenons ainsi un fait qui, à raison de son caractère outrageant, se rapproche beaucoup de l'acte de cracher au visage : le fait de lancer un gant au visage. On pourrait croire qu'une peine correctionnelle s'impose en la circonstance, et cependant il n'en est rien.

Écoutons un arrêt de Bordeaux du 17 février 1887 (D., *Supp.*, Cr. c. les pers.) :

« Attendu qu'il convient de remarquer, d'abord, que la voie de fait doit être envisagée en elle-même, plutôt que dans ses conséquences plus ou moins directes, attendu que le sieur R..., en reprochant au sieur de la C... de lui avoir jeté son gant au visage, n'articule même pas que cet acte ait été commis avec quelque brutalité, ou ait produit une lésion quelconque, ou ait causé la moindre douleur ; qu'ainsi cette voie de fait n'a pu, à aucun de ces points de vue, être considérée comme assez grave pour être assimilée à un coup, ou à une blessure, qu'elle pourrait, il est vrai, au point de vue moral et dans l'état de nos mœurs, être envisagée comme un outrage et soulever la juste susceptibilité de l'offensé ; que, si cette solution (la réparation par les armes) a été écartée par des motifs que la Cour n'a pas à apprécier, il n'en résulte pas moins que cette voie de fait n'a eu de gravité que par son caractère injurieux, mais qu'ou

point de vue du droit pénal elle est restée à l'état de violence légère... »

Ainsi donc, le fait, n'ayant pas été accompli avec brutalité et n'ayant pas occasionné de lésion (ce qui enlèverait d'ailleurs toute difficulté), ni de douleur, ne peut être qu'une violence légère. Supprimer le point de vue moral, ne considérer activement et passivement que le point de vue physique : tel est le singulier critérium que nous offre l'arrêt. L'état de nos mœurs, comme ce dernier le déclare, on ne doit pas s'en inquiéter ; l'acte n'aurait pas froissé l'homme primitif, cela suffit.

Ne semble-t-il pas, au contraire, que, pour apprécier si une voie de fait est grave ou légère, le point de vue moral doive occuper une place prépondérante. Chez certains individus la douleur corporelle n'est rien à côté de la douleur morale et une législation doit posséder assez de souplesse pour que, par la considération du milieu, de l'éducation morale, aussi bien de l'auteur que de la victime, la peine puisse être graduée en conséquence ; spécialement, si on raisonne *in abstracto* pour chaque cas particulier de violence, on est certain d'aboutir par cela même à une mauvaise justice.

Reconnaissons, d'ailleurs, que cet arrêt de Bordeaux n'est pas resté isolé en jurisprudence : récemment le Tribunal de la Seine a jugé encore dans le même sens (Tr. Seine, 23 février 1906 : D., 1906-5-49).

Poursuivant notre étude, nous pouvons encore nous assurer que sont considérés également comme violences légères :

Le fait de pousser plus ou moins brutalement hors d'un cabaret un individu qui s'y trouve en état d'ivresse manifeste, y occasionne des troubles (Cass., 5 novembre 1875) ;

Le fait, par un individu, de décoiffer une jeune fille pour se venger de ce qu'après avoir refusé de danser avec lui, elle danse avec un autre (Cass., 26 janvier 1877 : S., 77-1-183 ; P., 77-434) ;

Le fait, dans une discussion, d'avoir pressé, à plusieurs reprises, une personne et de lui avoir porté le poing sur la figure (Cass., 5 août 1881 : S., 83-1-239 ; D., 83-1-561) ;

Le fait de poser, d'une manière brutale, sa main sur l'épaule d'un tiers et de placer devant la figure de celui-ci le manche de son fouet, sans le frapper ni le blesser (Château-Thierry, 30 sept. 1892 : D., 93-2-145) ;

Le fait de prendre le chapeau d'une personne et de le jeter violemment à terre (Tr. sp. police de Paris, 16 mai 1906 : D., 1906-2-317) ;

Le fait d'attacher un enfant à une chaise, de lui verser une notable quantité d'eau froide sur le corps et de le laisser ainsi un certain temps les vêtements mouillés (Cass., 18 janvier 1889 : D., *Supp.*, *Cr. c. les pers.*, 191).

Tous ces actes n'ont pas, d'après les jugements, occasionné une douleur physique suffisante, n'ont pas été accomplis avec une brutalité telle qu'on puisse les considérer comme des violences graves.

Brutalité chez l'auteur, douleur physique chez la vic-

time, tel semble bien être le critérium auquel se soit arrêtée la jurisprudence, critérium d'ailleurs, que, dès 1864, la Cour de cassation avait indiqué en partie dans un arrêt cassant un jugement de simple police qui avait qualifié de violences légères, des violences qui avaient fait beaucoup de mal à la personne sur laquelle elles avaient été commises (Cass., 1^{er} juillet 1864 : D., 64-5-38).

Et, violant même de la façon la plus manifeste le texte de la loi, appliquant ce critérium alors qu'il y a coups et blessures, nous voyons chaque jour les tribunaux de simple police être et rester saisis de pareilles violences ; lorsque celles-ci ne présentent pas un caractère de gravité évident.

Sans doute, chaque fois que ces jugements sont déférés à la Cour de cassation, celle-ci casse obligatoirement (Cass., 23 août 1867 : D., 96-1-79 : Coup de poing portés ; 14 nov. 1890 : D., 91-5-566 : Coups à l'œil, etc.).

Mais, pour un jugement cassé, mille reçoivent leur plein effet.

On ne peut négliger, de toute évidence, une pareille indication de la jurisprudence ; elle montre que les mots « coups et blessures » auraient dû disparaître de l'article 311 ; que, sans limitation aucune, les violences, d'une façon générale, devraient être divisées en violences graves et violences légères, et nous nous bornerons ici à émettre le vœu que, pour la distinction future de ces deux grandes classes de violences, les tribunaux

admettent un critérium un peu moins terre-à-terre et veuillent bien faire une légère place à l'élément moral et purement psychologique.

Si donc tout l'effet de la réforme de 1863 avait consisté à appliquer des peines correctionnelles à certains actes de violence punis antérieurement de peines de simple police, son importance, nous venons de le voir, serait bien faible.

Mais là n'est pas l'intérêt de la loi de 1863.

En réalité, cette réforme va être le point de départ, l'occasion de toute une construction nouvelle de la jurisprudence, ayant pour effet d'étendre considérablement le cycle des violences punissables, construction bien loin, certes, de la pensée du législateur, et là sera son véritable intérêt.

Il ne faut pas oublier que la jurisprudence, elle, travaille sans cesse : en introduisant les mots « et autres violences et voies de fait », si le législateur a eu surtout la volonté de donner une base légale au travail de plusieurs années de la jurisprudence, il n'a pas voulu l'immobiliser désormais ; il n'a pas pu ne pas supposer que les tribunaux continueraient de façonner cet édifice toujours imparfait et jamais achevé, et, s'il eût la moindre clairvoyance, il a bien dû se douter qu'en réalité il lui insufflait une vigueur nouvelle qui allait se manifester par un essor nouveau, et c'est bien ce qui est arrivé.

LA JURISPRUDENCE EXTENSIVE POSTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863

Jusqu'à ce jour tous les actes violents que nous avons vus être réprimés pouvaient se décomposer en deux éléments : d'une part, un acte matériel d'agression ; et, d'autre part, une atteinte physique à la personne, du fait de cet acte.

Et ces deux éléments étaient indispensables, quelle que fût l'importance de l'acte de violence.

Que nous prenions un des plus graves : la blessure faite avec une arme meurtrière, ou un des plus légers : le simple soufflet, toujours nous retrouverons ces deux éléments, toujours nous aurons, d'un côté, le bras qui frappe et, de l'autre, le corps qui est atteint avec une gravité plus ou moins grande.

Si l'un de ces deux éléments venait à manquer et spécialement si l'acte matériel chez l'agent n'atteignait pas, pour une raison ou pour une autre, le corps de la victime, le fait ne pouvait plus être incriminé, tout au moins sous le nom de violence.

Il fallait donc, de toute nécessité, que l'enveloppe physique de la personne subit un contact quelconque avec un corps étranger.

Quant aux troubles d'un ordre psychologique que l'acte de l'agent pouvait causer chez la victime, on ne les prenait pas en considération. Il importait peu que manifestement ils fussent le résultat de l'agression, qu'ils

aient profondément ébranlé la santé de l'individu, compromis même sa vie par l'effet de l'émotion, ou de l'effroi ; le lien purement matériel devant relier l'acte de l'agent au corps de la victime faisant défaut, le délit n'était pas constitué.

Il ne restait plus souvent alors, devant la loi, qu'un acte ébauché, c'est-à-dire un fait impunissable en la circonstance : l'article 311 ne prévoyant pas la tentative.

Une législation aussi matérialiste, et faussement matérialiste même, puisqu'un trouble psychologique semble se traduire, en fin de compte, par une modification de nos cellules nerveuses, élément purement concret, ne pouvait manquer de soulever quelque résistance en jurisprudence.

Quand les tribunaux voyaient un acte d'agression des plus caractérisé, acte le plus souvent n'atteignant pas la personne physique, simplement pour une cause parfaitement indépendante de la volonté de son auteur, mais n'en apportant pas moins des modifications profondes dans l'individualité de la victime, ils hésitaient à laisser impunis de tels actes.

Un arrêt de cassation du 20 novembre 1847 est des plus frappants à ce sujet :

Le nommé Valery, se croyant outragé par le sieur Valzi, avait allongé le bras vers celui-ci, avec une extrême violence ; le bras était venu jusqu'à la tête de Valzi, mais il n'y avait pas eu choc.

Devant la netteté de l'acte d'agression, devant l'émo-

tion ressentie par la victime, la Cour de Bastia ne put se décider à rendre un arrêt d'acquittement et retint le fait comme tombant sous les dispositions de l'article 311, en déclarant que « la voie de fait commise par Valery l'avait été avec une telle violence qu'elle devait être regardée comme un coup porté ».

Et c'est sur un pourvoi formé contre cet arrêt, que la Cour de cassation fut appelée à se prononcer : elle le fit en termes formels (D., *Cr. c. les pers.*) :

« Attendu, dit-elle, que des faits établis il ne résulte pas qu'il y ait eu de la part de Valery un coup volontairement porté à Valzi, condition essentielle pour constituer la criminalité spécifiée par les articles 309 et 311 du Code pénal. »

Et l'arrêt casse, en conséquence, la décision de la Cour de Bastia.

Comment pouvait-il, d'ailleurs, en être autrement ; il est bien évident que les mots coups et blessures, seuls contenus alors dans les articles 309 et 311, désignaient, de la façon la plus expresse, des atteintes à la personne physique et que, chaque fois qu'il n'y avait pas choc, ou lésion des tissus, il n'y avait pas, par cela même, délit de violence volontaire.

Mais, si la stricte application des principes juridiques liait la jurisprudence, on sent néanmoins, chez elle, le désir de s'affranchir de règles aussi étroites et de conceptions aussi primitives, et on peut prévoir qu'à la première occasion elle élargira le champ de l'article 311,

en faisant entrer en jeu des éléments d'un ordre psychologique. Cette occasion lui fut fournie par la loi du 13 mai 1863.

S'emparant des mots « violences » et surtout « voies de fait », nous allons voir les tribunaux incriminer, désormais, ce qui, jusqu'à ce jour, n'avait été considéré que comme de simples gestes non punissables et faire rentrer ainsi dans le cercle de la répression tous les actes violents de nature à troubler la sécurité ou la santé des personnes, encore que les victimes n'aient pas été matériellement atteintes.

Si, en effet, les mots « coups et blessures » ont un sens très étroit et bien défini, il faut reconnaître qu'il n'en est pas de même des mots « violences et voies de fait » ; que ne peut-on faire rentrer dans ces termes vagues et quel vaste champ, par suite, ne vont-ils pas ouvrir à la fantaisie, d'ailleurs toujours avisée, des tribunaux.

Dès le mois d'août 1863, la question se trouva posée devant le Tribunal de Verdun : un sieur X., ayant dirigé un pistolet chargé vers la poitrine d'un individu et l'ayant couché en joue, fut poursuivi en vertu de l'article 311 ; une condamnation intervint, condamnation que la Cour de Metz confirma par arrêt du 18 novembre 1863 (D., 64-2-101).

Le jugement de Verdun, comme il fallait s'y attendre, souleva de vives critiques, et, pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir le *Journal de Droit Criminel*, de Morin

(année 1863, p. 269) : « Ne faut-il pas, dit-il, qu'il y ait violence ou voie de fait sur la personne physique d'un individu ? »

« Nous pensons qu'on ne saurait appliquer l'article 311 nouveau à de simples gestes plus ou moins violents ou menaçants, parce que les gestes ou menaces sont des faits différents qui ne sont incriminés par les lois pénales que comme circonstances de crimes, ou délits ayant d'autres éléments constitutifs. Toutefois, le nouvel article 311 vient d'être appliqué au fait de coucher en joue un particulier par le motif qu'il y a violence ou voie de fait, encore bien que la personne physique n'ait pas été atteinte directement, du moment que le geste violent a pu lui causer une impression de terreur ; la Cour impériale de Metz est saisie par l'appel du prévenu. »

L'appel du prévenu resta sans effet, nous l'avons vu. Mais l'arrêt de Metz, par ses attendus, présente une importance toute particulière, car il s'agit, en l'espèce, d'une improvisation constituant le premier monument d'une jurisprudence nouvelle.

L'arrêt s'exprime ainsi : « Attendu que si, à la rigueur, on pouvait prétendre que les violences ne tombent sous l'application de la loi que quand elles ont atteint directement et matériellement, par voie de contact immédiat et réel, la personne physique qui en a été l'objet, il n'en serait pas de même des voies de fait qui existent sans que le corps ait été atteint, lorsqu'elles consistent dans une manifestation agressive qui menace

la personne dans sa sûreté, sa liberté, son inviolabilité. »

Le principe, on le voit, est nettement posé, le mot « voies de fait » a un sens beaucoup plus large que le mot « violence » lui-même ; il n'exige pas une atteinte corporelle, une simple manifestation agressive suffit, pourvu que la victime ait été menacée dans sa sûreté, sa liberté, son inviolabilité.

Et l'étude de la jurisprudence va nous montrer que la formule de la Cour de Metz est particulièrement heureuse et qu'on ne peut guère, à l'heure actuelle, trouver une meilleure définition aux violences volontaires que celle-ci : « Toute manifestation agressive troublant la personne, soit dans sa sûreté, soit dans sa liberté. »

Les principes posés par l'arrêt de Metz furent consacrés par un arrêt de Cassation du 6 décembre 1872 (D., 72-1-46), qui règle, on peut le dire, la question d'une manière définitive.

Les faits de la cause présentaient une gravité toute particulière, gravité qui déjà, par elle-même, écartait incontestablement toute idée d'impunité pour l'auteur.

Un coup de pistolet, chargé à plomb, avait été tiré par Triboire et Nacquet, sur un sieur Piet qui avait entendu la charge passer au-dessus de sa tête ; après une chute, ce dernier s'était enfui pour essayer de nouveau deux coups de fusil dont encore il avait entendu le plomb passer près de lui.

Le but, constatait l'arrêt attaqué, était, non de donner la mort, ou de faire des blessures, mais d'effrayer Piet.

Ces faits, si invraisemblable que cela puisse paraître, n'auraient comporté aucune sanction antérieurement à la réforme de 1863. Il y avait bien un acte matériel chez l'auteur, mais aucune atteinte physique chez la victime, puisqu'aucun des grains de plomb n'avait atteint le corps de Piet.

D'ailleurs, la Chambre d'accusation de Poitiers, par arrêt du 9 novembre 1872, en avait décidé ainsi, estimant qu'aucune modification n'avait été apportée en ce sens, par la loi du 13 mai 1863.

Dans ces conditions, la Cour de cassation eut ainsi à se prononcer : elle le fit en des termes que désormais nous allons voir revenir dans tous les arrêts, peut-on dire.

« Attendu, dit-elle, que les expressions « violences et voies de fait » comprennent non seulement les voies de fait qui s'exercent sur la personne même, mais aussi celles qui, sans atteindre la personne, sont de nature à l'impressionner aussi vivement. »

« Sont de nature à l'impressionner vivement », voilà donc l'élément psychique introduit : aux coups et blessures on assimile l'émotion, la frayeur ; seront désormais violences punissables les actes qui auront pour but d'émouvoir la victime, de l'effrayer ; ce qu'il faudra rechercher, désormais, c'est si l'acte a été en lui-même susceptible de produire ces effets.

Quelle conception plus large, on le voit, plus humaine et moins barbare ; les troubles de la sensibilité ne sont

plus considérés comme des manifestations d'un caractère inférieur ; sans doute, l'homme des cavernes les ignorait, mais nous ne sommes plus tout à fait l'homme des cavernes ; notre système nerveux est sans doute plus perfectionné, et nous souffrons par lui plus peut-être que par notre corps lui-même.

La Cour de cassation renvoya donc Triboire et Nacquet devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Angers, qui, elle-même, renvoya les prévenus devant le Tribunal correctionnel de Cholet.

Mais, si forte était la tradition, que Cholet ne voulut pas s'incliner, et ce fut la Chambre des appels correctionnels d'Angers qui termina l'affaire par une condamnation définitive, en faisant très justement remarquer que de pareils actes sont susceptibles de causer une maladie ou une incapacité de travail ; qu'ils sont, en outre, capables d'entraver l'exercice de la liberté légitime (Angers, 24 mars 1873 : D., 73-2-221).

La voie se trouvait désormais largement ouverte et nous allons voir, maintenant, que la jurisprudence s'est, en effet, franchement engagée dans cette voie.

La Cour d'appel d'Angers, le 18 décembre 1876 (D., 78-2-80), applique encore l'article 311 au fait de tirer un coup de fusil, chargé à plomb, dans la direction des passants, sans les atteindre ; l'arrêt note que les passants, saisis d'effroi, avaient aussitôt pris la fuite et se termine par ce considérant fort juste : « Attendu qu'il y a là une atteinte physique et réelle contre la personne

et non pas seulement une atteinte morale, comme l'ont dit les premiers juges... »

L'effroi, l'émotion ne se ramènent-ils pas, en effet, à une modification de nos molécules, tout comme une blessure, un coup, et séparer la personne physique de la personne morale n'est-ce pas faire une distinction souvent bien théorique.

En ce qui concerne des coups de feu tirés, citons encore un arrêt de Cassation du 25 mars 1882 (D., *Suppl.*, *Cr. c. les pers.*), un second du 12 juin 1886 (B. 218), et un troisième du 13 mars de la même année (B., 114), qui tous notent qu'il s'agit là d'actes susceptibles d'apporter un trouble chez celui contre qui ils sont dirigés.

Mais l'arrêt de Metz nous a montré déjà qu'il n'était même pas nécessaire que le coup de feu ait été tiré, que le simple fait d'épauler suffisait, que l'effroi n'en résultait pas moins et qu'à ce titre l'acte n'en était, par suite, pas moins punissable.

Ne faut-il pas remarquer, en effet, que la personne menacée peut ignorer les intentions véritables de l'agresseur ; que, voyant un individu braquer une arme à feu dans sa direction, elle est fondée à croire que sa sûreté est gravement compromise et en ressentir, par suite, un vif effroi, éléments suffisants pour constituer le délit.

Et il importe peu, remarquons-le, que l'arme ait été chargée ou non. Ce qu'il faut rechercher et ce que les arrêts recherchent, c'est si la victime a ignoré la situa-

tion, c'est si, légitimement, elle a pu se croire menacée, c'est si l'acte était de nature à occasionner chez elle une impression violente.

Et, de même que l'on peut concevoir que le délit soit constitué par une menace faite avec un instrument quelconque : une clef, un étui si, par suite des circonstances et des dispositions prises par l'agresseur, la victime a pu croire qu'il s'agissait d'une arme à feu et que, véritablement, il était dans les intentions de l'agresseur de tuer.

De même, on doit admettre qu'il n'y a aucune infraction, bien que l'auteur ait tiré à plomb, ou à balle, dans la direction de la victime, s'il est établi que celle-ci connaissait parfaitement les intentions de l'agresseur de ne pas l'atteindre et savait, par suite, que sa sûreté n'était nullement compromise.

Le point de vue important ici est donc le point de vue subjectif envisagé en la personne du sujet passif, à condition, toutefois, qu'on trouve chez le sujet actif un acte matériel ayant pour but de provoquer l'impression psychologique, élément essentiel du délit.

C'est ainsi qu'un arrêt de Cassation du 22 avril 1899 (D., 1900-5-720) a décidé que tombait sous le coup de l'article 311 du Code pénal le fait, par un individu surpris en délit de chasse par un garde, d'épauler son fusil et de mettre le garde en joue, bien qu'il ait abaissé son fusil et pris la fuite en voyant le garde continuer d'avancer sur lui.

Et qu'un jugement de Lisieux du 1^{er} juin 1875 (D., 76-5-479) a jugé que le délit de voies de fait était constitué sans qu'il y ait lieu de distinguer si le pistolet, instrument de la menace, était chargé ou non.

Les considérants de ce dernier jugement sont fort intéressants, car ils dégagent, avec beaucoup de netteté, les conséquences des principes posés antérieurement, et ce dans un cas justement où l'atteinte corporelle était matériellement impossible. Ils reprennent, tout d'abord, les termes mêmes de l'arrêt de Cassation dans l'affaire Triboire, en déclarant que les expressions « violences et voies de fait » ont pour but d'atteindre non seulement les voies de fait qui s'exercent sur la personne même, mais aussi celles qui sont de nature à l'impressionner vivement.

Puis, partant de cette base juridique, ils ajoutent, en envisageant le cas particulier :

« Attendu que, s'il en est ainsi, il est clair qu'un acte aussi violent que celui qui est imputé à Germain et qui a eu pour but d'agir par la frayeur sur la volonté de Carpentier, lequel a pris la fuite pour se soustraire au danger qui le menaçait, ou qu'il croyait le menacer, tombe sous le nouvel article 311 du Code pénal, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à ce fait indifférent au point de vue de l'application de la loi, que le pistolet n'était peut-être pas armé d'une capsule, puisque l'impression de terreur, ressentie par les assistants, a été la même que si le pistolet eût été réellement armé et prêt à faire feu. »

Jusqu'ici nous nous sommes trouvés en présence de violences résultant de l'emploi, plus ou moins complet, d'armes à feu, instruments destinés par excellence à donner la mort et dont la seule vue est susceptible d'occasionner une légitime frayeur.

Mais les fusils et les revolvers ne sont pas les seules armes meurtrières ; il en est d'autres, telles que les armes blanches, couteaux et sabres, qui peuvent de toute évidence produire les mêmes effets.

A l'effroi, qui résulte de la menace d'un pistolet, on peut comparer celle qui résulte de la menace d'un couteau ; dans les deux cas la victime a tout lieu de se croire menacée dans sa sécurité, et dans les deux cas sa frayeur est légitime.

Et, en effet, nombreux sont, en jurisprudence, les jugements qui appliquent l'article 311 en pareilles circonstances.

Citons un arrêt de Cassation du 1^{er} mai 1897 (D., 97-1-472) dans une espèce d'ailleurs où l'agresseur avait non pas simplement l'intention d'effrayer la victime, mais bien de la frapper réellement, et où ce but n'avait pas été atteint, par suite, uniquement de l'intervention de personnes présentes.

Et un autre arrêt de la Cour de Rennes du 21 novembre 1900 (*J. des Parquets*, 1901-2-29), qui constate que le nommé G... avait sorti son couteau de sa poche, et, après l'avoir ouvert, en avait menacé son frère, et ajoute qu'il y a là un acte de nature à impressionner très fortement

la personne la plus courageuse ; qu'en fait, d'ailleurs, la victime en avait été réduite à appeler à son secours la force publique.

Comme dernier exemple de violence résultant de la mise en œuvre d'engins meurtriers, nous citerons un des cas les plus curieux et les plus caractéristiques que fournisse la jurisprudence extensive.

Un individu avait déposé sur la voie publique un engin explosif, disposé dans des conditions telles qu'aucune explosion ne pouvait se produire. Mais l'aspect extérieur de la bombe avait pour but de provoquer chez celui qui la découvrirait une émotion des plus violentes, résultat qui fut atteint au-delà même des espérances de l'auteur. Il était impossible de trouver dans les faits de la cause l'intention criminelle exigée par l'article 435 du Code pénal, modifié par la loi du 2 avril 1892.

Etait-il possible de voir là le délit de violence volontaire : Oui, a répondu la Cour de Grenoble par arrêt du 2 mars 1894 (D., 94-2-263).

Et n'avons-nous pas, en effet, chez l'auteur, l'acte volontaire qui consiste à déposer l'engin, l'élément émotif chez la victime, sans qu'il importe de rechercher si cette émotion a fonctionné à contre-temps, l'acte avait pour but de la déterminer, elle a été effectivement déterminée, le délit est né.

Mais est-il même nécessaire qu'on se serve d'armes

susceptibles de donner la mort, exigera-t-on que l'émotion causée résulte de la crainte de voir sa vie menacée ?

A juste titre, la jurisprudence n'en a pas décidé ainsi : pour appliquer l'article 311, elle ne réclame pas une telle force quantitative dans le trouble psychologique résultant de l'acte de violence.

Sans doute, il y aura là un assez large pouvoir d'interprétation pour les tribunaux, ce sera à eux à peser si l'acte pouvait avoir chez la victime des répercussions suffisantes pour justifier l'application d'une peine correctionnelle. Mais justement cette latitude permettra aux juges du fait d'appliquer exactement la peine adéquate à l'acte poursuivi.

Et ainsi nous voyons l'article 311 être appliqué au jet de corps durs.

Le jet de corps durs, atteignant la personne, constitue un coup et est de tout temps tombé sous l'application de l'article 311 ; mais le jet n'atteignant pas la personne était jusqu'ici resté impuni ; l'élément émotif entrant en jeu, nous allons voir les tribunaux estimer qu'il y a là un acte susceptible de déterminer chez celui contre lequel il est dirigé, alors même qu'il n'est pas atteint, une perturbation qui ne peut être négligée.

En ce sens, un arrêt de Cassation du 28 juin 1901 (B., 189) applique l'article 311 au fait de jeter d'une fenêtre des bouteilles dans la direction d'individus, au cours d'une rixe.

De même, un arrêt du 5 juin 1886 (D., 88-1-47), dans une espèce encore moins favorable, puisque le jet de pierre dont il s'agit était dirigé contre une voiture, estime néanmoins que l'article 311 doit s'appliquer, puisqu'il est établi que l'acte était de nature à causer, et qu'il a effectivement causé chez les occupants, une émotion violente.

La jurisprudence a encore estimé qu'il y avait dans le fait de suivre une voiture en battant du tambour et en frappant sur les parois de celle-ci, un acte susceptible de causer une émotion suffisante pour légitimer une poursuite devant le tribunal correctionnel. D'ailleurs il faut remarquer que l'arrêt de Riom du 17 octobre 1888, qui s'occupe de l'affaire, constate qu'effectivement le conducteur avait été vivement impressionné, ce qui est compréhensible, puisque de tels agissements étaient susceptibles de provoquer l'affolement des chevaux et de mettre ainsi en péril la vie même des voyageurs.

Enfin, franchissant encore un pas, nous allons voir la Cour de cassation estimer qu'il n'est nullement besoin, pour causer une frayeur, pouvant être prise en considération, d'employer des moyens extérieurs ; que la seule attitude suffit, si elle est de nature et si elle a pour but de déterminer un trouble profond.

Dans l'espèce (Cass., 19 février 1892 : D., 92-1-550), une femme G... avait éprouvé une grande frayeur, par suite de l'irruption soudaine dans sa chambre, alors

qu'elle était couchée, du sieur V..., qui lui avait porté les mains au cou et à la poitrine, en la menaçant de l'étrangler ; son affolement avait même été tel, qu'elle s'était levée, avait appelé au secours, pour tomber ensuite en syncope.

Le juge de simple police n'avait vu là que des violences légères, mais la Cour de cassation ne fut pas de cet avis et trouva qu'il y avait une série d'actes « susceptibles d'impressionner vivement et par la frayeur inspirée et l'émotion provoquée ».

Ne faut-il pas convenir, d'ailleurs, et nous l'avons vu, que la nature a pourvu l'homme d'armes naturelles qui, pour avoir perdu de leur efficacité, par suite d'une période relativement longue de civilisation, n'en sont pas moins capables, bien employées, de mettre en péril la vie de ses semblables.

Ces quelques exemples pris dans la jurisprudence extensive nous montrent qu'il n'est plus besoin désormais, pour que le délit de violence volontaire soit constitué qu'il y ait une atteinte matérielle chez la victime ; une atteinte purement psychologique suffit ; à la lésion des tissus on assimile les lésions de l'âme, l'effroi devient synonyme de coup.

Mais il est à remarquer que tous les arrêts examinés jusqu'ici semblent exiger chez la victime ce trouble profond, cette émotion qui apparaît élément aussi essentiel que le coup et la blessure antérieurement à la réforme

de 1863, en sorte qu'on peut dire qu'une perturbation dans la santé, d'une façon sans doute plus ou moins considérable, sera le point commun à tous les cas d'application de l'article 311.

Et, pour bien poser ce principe, il suffit de mentionner un jugement du Tribunal de Lille (3 août 1900: *Nord Judic*, 1900, 255), qui acquitte purement et simplement un individu ayant tiré sur une personne un coup de revolver chargé à blanc, parce qu'il était établi que cette dernière n'avait éprouvé aucune émotion.

Mais tant il est vrai que la jurisprudence, telle les individus, voit son audace augmenter à mesure qu'elle s'avance dans une voie nouvelle, nous allons trouver un arrêt s'écartant de ces principes, élargissant encore et d'une façon considérable le cycle d'application de l'article 311.

Cet arrêt n'exige plus chez la victime un trouble émotif, une perturbation dans le système nerveux ; il se contente d'un trouble quelconque apporté dans la libre possession de l'individu.

Constituera désormais un acte de violence punissable le fait de m'empêcher d'agir dans la limite de mes droits.

Il faut que je reste maître de la libre possession de moi-même, aucune influence extérieure n'a le droit de venir peser sur mes actes et d'apporter une barrière à mon libre arbitre.

Peu importe ici que j'aie éprouvé de l'effroi, que des troubles psychologiques aient ou non éclaté, on m'a em-

pêché de faire ce que légitimement je pouvais faire, on a commis, par suite, contre moi un acte de violence.

Et, en effet, faire violence à quelqu'un, pourrait-on dire, n'est-ce pas le faire agir dans un sens où, sciemment ou non, il n'aurait pas agi, si l'influence extérieure ne s'était pas exercée ?

Les lois seules peuvent peser sur l'activité humaine et non la simple volonté d'un individu sans mandat.

Mais alors quel vaste champ va être ainsi ouvert à l'article 311, quel ensemble de faits nouveaux il va embrasser, et combien nous allons être loin de la conception étroite qui régnait antérieurement à la réforme.

L'arrêt qui a posé ces principes nouveaux a été rendu le 10 mars 1887 par la Cour de Chambéry (D., *suppl.*, *Cr. c. les pers.*).

Le prince de W..., avec une nombreuse suite, s'était arrêté un soir à l'hôtel de Sixt, avec l'intention manifestée de passer la nuit dans cet hôtel. Mais, devant la mauvaise volonté de l'hôtelier, un sieur M..., il avait brusquement donné l'ordre de reprendre le voyage pour atteindre un village voisin.

Voyant cela, M... réclama une somme de 30 francs pour le dérangement occasionné et, devant le refus de de W..., déclara que le voyageur ne sortirait point de son hôtel tant qu'il n'aurait pas payé, et, de fait, il ferma les deux portes ouvrant sur le dehors et, secondé par son personnel, s'opposa énergiquement, quoique sans voies de fait directement exercées, à la sortie du

plaignant. Le prince de W... resta ainsi durant un quart d'heure dans la cuisine de l'hôtel et ne fut délivré que contre la remise de 30 francs.

L'exposé des faits montre qu'il y avait bien un acte matériel chez l'auteur, puisque la victime avait été enfermée, mais que, par contre, celle-ci n'avait ressenti aucune forte émotion, n'ayant pu considérer à aucun moment sa vie, ou sa santé comme compromise.

Cela ne parut pas être un obstacle à la Cour de Chambéry qui légitime, par les considérants suivants, l'application de l'article 311 :

« Attendu que les violences exprimées par l'article 311 doivent s'entendre de tout fait de l'homme qui volontairement exerce sur la personne d'autrui une action anormale contraire aux lois et troublant celle-ci dans la libre possession d'elle-même ».

Et, parlant de ce principe, la Cour constate qu'il y a eu pour de W... une gêne, une entrave apportée à son droit de disposer de sa personne et, par suite, un acte violent l'affectant directement.

Cet arrêt, il faut le reconnaître, est resté assez isolé en jurisprudence ; la raison principale doit en être d'ailleurs bien plus une raison de fait qu'une raison de droit : quand des circonstances analogues purent se trouver réalisées, il ne sembla pas sans doute que les faits aient été de nature à mériter une peine correctionnelle. Mais nous sommes convaincu que les tribunaux n'hésiteraient pas à appliquer l'article 311, en se fondant sur les mêmes principes, si la gravité des faits l'exigeait.

Quoi qu'il en soit, nous avons désormais une vue d'ensemble de cette jurisprudence extensive ; nous en voyons bien la nécessité ; *il nous reste à en examiner les conséquences juridiques* avant d'en aborder la légitimité.

Le premier effet de la jurisprudence extensive va être de permettre d'atteindre les menaces par geste qui ne sont nullement prévues par la loi (Gargon, 205, 22).

Seules les menaces par écrit et les menaces verbales sont réprimées, encore quand elles réunissent certaines conditions.

Mais le simple fait de s'avancer vers quelqu'un avec un fusil braqué, d'agiter un couteau, d'accomplir, en un mot, ostensiblement tous les rites qui sont le préliminaire obligé de l'attentat ne constitue pas juridiquement un des délits prévus par les articles 305, 306, 307 et 308.

Mais, immédiatement, nous nous apercevons que, si un de ces gestes a pu déterminer chez celui contre lequel il est dirigé une émotion suffisante, le délit de violence, par suite de l'extension donnée par la jurisprudence à l'article 311 depuis la réforme de 1863, se trouvera réalisé.

Et, si nous nous rappelons les divers cas relatés précédemment, nous voyons, en effet, que beaucoup de ceux-ci ne constituent, en réalité, que de simples délits de menaces.

Souvenons-nous de l'arrêt de cassation du 22 avril 1899, de ce braconnier surpris en action de chasse épau-

lant son fusil contre le garde : jamais il n'avait eu l'intention de tuer ce dernier, ni même de le blesser, il voulait simplement l'effrayer afin d'échapper à sa poursuite, et le fait est si évident, que, voyant malgré tout le garde avancer, il avait pris la fuite.

Souvenons-nous encore de cet individu déposant sur la voie publique un engin qui ne pouvait éclater : en aucun cas une blessure quelconque ne pouvait résulter de l'acte, la seule intention était d'effrayer, le seul but était d'agir sur la volonté d'autrui au moyen de menaces.

Nous pouvons donc en conclure que, désormais, les seuls gestes menaçants qui resteront sans sanction seront ceux qui n'auront eu sur l'esprit de la personne contre laquelle ils auront été dirigés qu'un effet négatif, ou tout au moins insignifiant.

Mais, si les simples menaces par gestes ne sont pas réprimées en elles-mêmes, il n'en est pas ainsi des menaces verbales avec ordre, ou sous condition.

Or bien souvent ces menaces verbales sont appuyées d'un geste qui a pour but d'en préciser la signification, et bien souvent aussi leur effet est de déterminer chez la victime une forte émotion.

Dans ce cas, il faut le reconnaître, il y aura cumul idéal d'infraction : d'une part, les articles 307 et 308, et, d'autre part, l'article 311 s'appliqueront. Auquel faudra-t-il se référer ? Evidemment à celui qui prévoit la peine la plus forte.

Et ainsi l'adjonction d'un simple geste à une menace

verbale pourra avoir comme effet de faire monter la peine jusqu'à la réclusion et même jusqu'aux travaux forcés si, par suite de l'émotion causée, la victime a vu sa santé, ou même sa vie compromise.

D'ailleurs, en examinant la question d'un point de vue plus large, on constate que la nouvelle jurisprudence extensive produira pour bien des délits ce cumul idéal que nous venons de voir en matière de menaces.

Chaque fois qu'un fait matériel, déjà puni en lui-même, aura pour effet de déterminer une forte émotion, le délit de violence tel que le prévoit l'article 311 sera constitué, et les tribunaux pourront, selon les circonstances, appliquer l'un ou l'autre texte.

A ce premier effet de la jurisprudence extensive, il faut en ajouter un second qui est de rendre, en maintes circonstances, punissable la tentative de coups et blessures.

Il est à remarquer, en effet, qu'en aucun cas la tentative de coups et blessures n'est, en principe, punissable. Les violences volontaires sont sanctionnées par une peine correctionnelle, et l'article 311 est muet sur la tentative. Sans doute, la peine peut prendre un caractère criminel, mais cela uniquement à raison des conséquences de l'acte achevé, ce qui exclut toute idée de tentative.

Désormais si, par suite d'une circonstance indépendante de la volonté de son auteur, l'effet voulu n'est pas

atteint, l'article 311 n'en sera pas moins applicable, à condition, toutefois, que cette simple ébauche ait eu pour effet d'émouvoir suffisamment la victime.

Contentons-nous de prendre l'arrêt de Cassation du 1^{er} mai 1897 (D., 97-1-472), et citons le premier attendu : « Attendu qu'il est constaté que Pinot, brandissant un couteau s'est élancé, avec l'intention de la frapper, sur Elisa Aubin et que, si cette femme n'a pas été atteinte, c'est grâce à l'intervention d'un tiers qui a pu détourner l'arme et paralyser les mouvements de l'agresseur ».

Voilà, bien définis, tous les éléments susceptibles de constituer la tentative ; sans doute la condamnation n'intervient pas pour une tentative, mais pour un délit consommé, il n'empêche cependant qu'au point de vue pratique les deux choses se confondent.

Il est donc indéniable qu'indirectement, désormais, en matière de violences volontaires la tentative se trouvera très souvent punissable.

Est-ce à dire qu'elle le sera toujours ? Evidemment non.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, en effet, c'est qu'étant en face d'un délit consommé de violence, il faudra toujours, d'une part, l'acte matériel et, d'autre part, l'élément émotif, et que, si ce dernier élément fait défaut, il ne restera plus uniquement alors qu'une tentative qui, en aucun cas, ne pourra être frappée de peines quelconques.

En fin de compte donc, notre jurisprudence extensive

rendra plus rare la tentative non punissable, en la transformant en délit consommé, mais elle ne la fera pas disparaître complètement.

Et de cela la plus frappante des démonstrations est faite par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 novembre 1886 (*J. du Droit Cr.*, 1887-11-648).

Des individus au cours d'une période électorale s'étaient attaqués à deux candidats Loustalot et Jumel ; ils avaient disposé tout d'abord sur le chemin que devait suivre leur voiture de **grosses pierres** qui avaient été retirées avant le passage de celle-ci, puis avaient jeté sur elle des pierres qui, en atteignant la portière de droite, avaient occasionné chez les voyageurs une profonde impression de péril et d'effroi.

Très juridiquement, la Cour de Bordeaux fait remarquer qu'il y a là deux agressions distinctes, qu'on ne peut considérer comme un acte unique et indivisible

Elle décide, en effet, tout d'abord, que le dépôt de moëllons sur la route ne constitue qu'une tentative *stricto sensu*, puisque ceux-ci, ayant été enlevés avant le passage de la voiture, Loustalot et Jumel n'avaient pu être effrayés et troublés et, partant de ce principe, elle met hors de cause un des prévenus.

Mais elle ajoute qu'au contraire le jet de pierres, bien que n'ayant pas atteint les candidats, les avait cependant émus et que, par suite, le délit de violences volontaires se trouve constitué pour le second prévenu.

On ne pouvait mieux montrer ce qu'est, depuis 1863,

la simple tentative de violences volontaires, et il est assez singulier de voir réuni en une seule espèce un fait jadis simple tentative et devenu délit consommé et un autre resté lui simple tentative.

Maintenant que nous voyons l'étendue d'application de l'article 311, que nous nous rendons compte des conséquences de la jurisprudence nouvelle et que nous en apercevons l'utilité, il convient que nous recherchions si, en introduisant les mots et « autres violences et voies de fait », le législateur a bien eu l'intention d'apporter une modification aussi profonde à l'état de chose antérieur, et spécialement s'il a voulu réprimer ces simples gestes susceptibles de troubler la personne vers laquelle ils sont dirigés et faire ainsi rentrer dans le cercle de la répression tous les actes violents de nature à troubler la sécurité ou la santé des personnes, encore qu'elles n'aient pas été matériellement atteintes.

Pour résoudre cette question, il est nécessaire de rappeler quels furent les motifs déterminants de la réforme de 1863.

Le but du législateur, on s'en souvient, fut de couper court à des subtilités d'argumentation.

De vives controverses s'étaient élevées sur le point de savoir si le fait de jeter un individu à terre, de le presser contre un corps dur, de lui arracher les cheveux constituait un coup, ou une lésion quelconque.

Une jurisprudence favorable s'était fait jour, et c'est

cette jurisprudence que la réforme de 1863 a voulu consacrer.

Or, il faut le remarquer, cette jurisprudence était assez étrangère à l'incrimination nouvelle, à la création de ce délit d'effroi ; elle s'efforçait d'appliquer des peines correctionnelles à des faits passibles de peines de simple police, mais ne cherchait guère, se plaçant à un point de vue plus général, à augmenter le nombre des faits punissables.

Sans doute aurait-on pu trouver chez les Tribunaux une tendance à atteindre certaines violences n'intéressant pas le corps de la victime, mais agissant vivement sur son esprit ; mais ce n'est certainement pas cette jurisprudence, flottante d'ailleurs, jamais admise par la Cour de cassation que le législateur a voulu consacrer.

Et les travaux préparatoires ne peuvent que confirmer dans cette opinion.

Ni dans le rapport de la Commission, ni dans la discussion aux Chambres, on ne trouve le moindre mot pouvant faire supposer que le législateur a entrevu la jurisprudence qu'il allait rendre possible. Les exemples cités comportent tous des atteintes à la personne physique. « Nous avons voulu atteindre, dit le rapporteur, celles de ces violences qui, sans être des coups, ont cependant un caractère de gravité punissable, ainsi le fait d'avoir saisi un individu au corps, de l'avoir jeté à terre, de l'avoir poussé contre un corps dur, de lui avoir arraché les cheveux, de lui avoir craché au visage, pourront

désormais sans contestation, tomber sous l'application des articles ».

Et n'est-il pas présumable que si la réforme, dans l'intention de ses auteurs, avait dû avoir comme effet de produire, en incriminant des atteintes à la personne psychique, une révolution aussi grande, le rapporteur, dans ses exemples, n'aurait pas manqué d'en donner un aperçu.

De tout ceci, il semble donc logique de déduire que le législateur n'a jamais eu en vue d'incriminer des faits nouveaux, de porter atteinte à ce qui formait alors les éléments constitutifs de toute infraction de violence volontaire et que son seul but fût d'élever les peines pour certains actes, en les faisant monter de l'article 605 du Code de Brumaire à l'article 311 du Code Pénal (*J. de Droit Cr.*, 1873, art. 9508).

Mais, si les Chambres n'ont pas prévu que leur réforme permettrait d'atteindre des violences n'atteignant pas la personne physique, il n'en reste pas moins que la rédaction nouvelle de l'article 311 ne met nullement obstacle à la jurisprudence nouvelle, que l'extension qu'elle rend possible s'impose en pratique, et que celle-ci a pour elle l'autorité des tribunaux qui vaut bien celle de législateurs souvent étrangers aux questions qu'ils traitent.

Désormais, pourrait-on croire, tous les actes de violence sont prévus et réprimés par les lois, punis soit de peines de simple police, soit de peines correctionnelles,

soit même de peines criminelles; avec le sens large que leur a donné la jurisprudence, il semble, à première vue, que les mots « coups, blessures, violences ou voies de fait » ne puissent rien laisser passer au travers de leurs mailles serrées.

Rappelons-nous ce que nous disions en commençant ce travail : à quelque degré qu'elle intervienne, la violence menace gravement l'ordre social et à quelque degré, par suite, la loi doit l'atteindre.

La loi a-t-elle rempli complètement sa mission ?

Il ne le paraît pas.

Les mots employés « coups, blessures, violences et voies de fait » supposent tous un acte positif ; quelle que soit la limite extrême admise par la jurisprudence extensive, nous trouvons toujours un acte matériel chez l'auteur. Si l'élément psychologique a pu remplacer chez la victime l'élément matériel, rien de semblable ne s'est produit en ce qui concerne l'auteur.

Donc à l'heure actuelle le délit de violence ne peut se concevoir sans violences effectives.

Mais est-ce à dire qu'il y ait besoin toujours d'actes positifs de la part de l'auteur pour déterminer chez la victime les éléments nécessaires à la constitution du délit de l'article 311 ?

Evidemment non : par mon abstention, je peux produire les mêmes effets que par ma commission, mon abstention peut être aussi dangereuse pour l'ordre social que ma commission.

Rien ne s'opposerait, par suite, à ce que l'article 311, mettant à ma charge en certaines circonstances des actes déterminés, ne m'applique sa peine quand je n'accomplirai pas ces actes et ne crée ainsi, à côté de violences résultant d'actes positifs, des violences résultant d'actes négatifs.

Sans doute, quand aucun texte législatif ne m'oblige à un acte, on ne saurait me poursuivre si je suis resté inactif ; ma conscience, peut-être, me commandait d'agir, mais un délit ne peut résulter de la violation d'un devoir de conscience. La morale et le droit sont deux personnages dont les querelles sont incessantes et que les tribunaux essaient chaque jour de concilier.

Mais pourquoi ne pas ériger en devoirs légaux certains devoirs moraux, alors que l'inobservation de ces derniers doit avoir pour effet de faire naître la violence, ou de lui laisser suivre son cours.

Et l'expression de ces sentiments peut-être retrouvée dans un arrêt célèbre de la Cour de Poitiers du 20 novembre 1901, l'arrêt Monnier (D., 1902-2-81).

Après avoir déclaré qu'on ne saurait comprendre un délit de violences, ou de voies de fait, sans violences, l'arrêt ajoute :

« Si certains jurisconsultes pensent qu'un délai d'omission peut quelquefois y suppléer (à des violences effectives), ce n'est qu'autant que cette omission porte sur un devoir incombant juridiquement à son auteur ».

En l'espèce, une demoiselle Blanche Monnier, aliénée,

avait été laissée par sa mère et son frère dans un état de saleté repoussant et de dénuement complet, mais sans qu'aucun acte matériel de violence puisse être reproché à ces parents singuliers.

Comment ne pas voir ici la possibilité d'ériger en devoir légal ce devoir moral qui impose au fort de veiller sur le faible, à la mère de veiller sur son enfant, quelque soit son âge, si la raison absente le rend plus débile que le plus débile des nouveaux-nés.

Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel de nos textes, il est impossible d'incriminer un fait d'omission en matière de violence et, comme le dit M. Le Poittevin, dans un commentaire de l'arrêt de Poitiers précité, « tant qu'un texte de loi n'aura pas consacré les théories d'école du délit de commission par omission, il ne peut appartenir aux tribunaux de s'en inspirer ; un jugement qui prononcerait une condamnation en se basant sur ces doctrines serait incontestablement entaché d'excès de pouvoir ; le juge aurait usurpé des attributions qui n'appartiennent qu'au législateur. »

Et, remarquons-le, la nécessité d'un acte matériel chez l'auteur en matière de violences, va non seulement faire échapper à la répression ceux qui sont restés inactifs, alors que la loi devrait leur commander d'agir, mais encore donner l'impunité à ceux qui ont agi cérébralement.

Atteint dans ma vie psychologique, je suis protégé désormais tout comme si j'étais atteint dans ma vie physiologique.

Or, quel est le meilleur moyen de m'atteindre dans ce domaine émotif si fuyant et si complexe, si ce n'est évidemment d'agir sur ma sensibilité, non par des actes matériels, mais par des actes moraux. L'attitude, la façon d'être et de penser peuvent non seulement apporter chez la victime de simples contrariétés, mais encore par leur répétition entraîner des troubles physiologiques graves et pousser doucement vers le tombeau.

Sans doute, la relation entre la violence morale et la perturbation causée peut être délicate à établir, sans doute l'intention peut paraître un élément presque impossible à fixer, il n'importe : ce ne sont pas là des difficultés insurmontables, et les tribunaux sauraient bien en triompher.

Sans vouloir insister sur ces matières délicates qui dépassent de beaucoup nos moyens, et qui sont l'objet de l'attention des criminalistes (voir la note de M. Le Poittevin sous l'arrêt de Poitiers, 20 nov. 1901 : D., 1902-2-81 ; la thèse de M. Gand, *Délits de commission par omission* ; Garraud, t. IV, 343 et suivantes ; Garçon, sous 309 et 311, n° 47 et suivants et sous 295, n° 14, et suivants), contentons-nous de constater la lacune grave de nos articles 309 et 311.

Remarquons que l'évolution qui a permis d'assimiler, chez la victime, les troubles psychologiques aux troubles physiologiques n'est que le début d'une évolution plus générale qui permettra d'assimiler à l'acte brutal de violence matérielle l'acte beaucoup plus raffiné de

violence morale et même le fait négatif d'abstention.

Réjouissons-nous de voir la jurisprudence tenir de plus en plus compte du domaine intérieur de la conscience et constatons le progrès de l'humanité au développement de jour en jour plus considérable du Droit pénal.

CONCLUSION

A L'ÉTUDE DES ARTICLES 309 ET 311

Il nous est possible, désormais, d'envisager d'un coup d'œil quelles sont les violences volontaires punissables et de voir comment elles sont réprimées.

Il nous reste à tirer de l'étude que nous venons de faire les conclusions qui semblent s'imposer.

Un premier point qui se dégage avec netteté est le nombre toujours croissant de faits considérés comme actes de violence punissables.

Il y a là un mouvement naturel qui suit les progrès de la civilisation et qui ne peut que s'accroître à mesure que l'humanité progresse dans la voie du développement intellectuel.

Ce dont nos ancêtres ne s'apercevraient même pas semble à l'homme d'aujourd'hui une atteinte grave à sa personne. Que pouvait être pour nos pères l'émotion résultant d'une menace, appuyée d'un geste hostile ? La seule idée qu'un tel acte pût être réprimé les aurait bien

fait sourire ; leur rude sensibilité ne connaissait que les atteintes sérieuses à la personne physique. Il a fallu la culture intellectuelle résultant du développement de la civilisation et le raffinement de sentiments qu'elle entraîne pour que certaines atteintes corporelles semblent dignes d'être prises en considération et pour que le domaine psychique apparaisse comme susceptible d'être passivement le siège de violences.

Et c'est ainsi, en effet, que nous avons vu la législation, d'une part, frapper de peines de plus en plus graves certains faits en leur appliquant des peines correctionnelles, alors qu'une simple peine de police les atteignait jusqu'alors et, d'autre part, atteindre des actes d'une nature beaucoup plus subtile qui échappaient antérieurement à toute répression.

Ce mouvement ne s'arrêtera que si la civilisation s'arrête, et il est probable que nos descendants considéreront nos lois, en matière de répression des violences volontaires, comme les lois d'un peuple rude et vaguement policé.

De notre étude il semble également qu'on puisse dégager un second fait purement juridique et pratique dont la réalisation apparaît comme devant être immédiate.

Toujours, nous nous en souvenons, les actes violents ont été, au point de vue de la répression, divisés en deux classes suivant leur gravité, toujours les uns sont tombés sous le coup du Code pénal, et les autres sous le coup du Code de Brumaire, les premiers constituant les vio-

lences graves, les seconds les violences légères.

Mais, si cette grande division, si légitime en pratique, a survécu aux différents remaniements de notre législation, le système de répartition des actes violents entre les deux catégories n'a cessé, lui, de se modifier.

Seuls, nous l'avons vu, les coups et blessures étaient considérés, d'abord, comme violences graves ; puis, à la suite de la poussée de la jurisprudence, furent assimilés aux coups et blessures d'autres actes ayant un caractère de gravité équivalent ; et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle, alors qu'obligatoirement les coups et les blessures tombent sous le coup de l'article 311, les autres actes de violences sont répartis entre les deux grandes classes suivant leur importance.

Mais est-ce là une situation qui puisse être considérée comme définitive ?

Nous pouvons, maintenant, répondre non, sans hésitation.

De même qu'il y a des violences et des voies de fait ayant un caractère de gravité suffisant pour mériter une peine correctionnelle, de même il y a, en sens inverse, des coups et blessures qui devraient simplement être réprimés par une peine de simple police.

Et alors apparaît immédiatement la législation en matière de violences volontaires telle que nous la concevons

D'une part, les violences graves, qu'elles soient coups, blessures, violences, ou voies de fait ; et, d'autre part,

les violences légères, qu'elles soient également coups, blessures, violences ou voies de fait.

Les tribunaux se trouveraient ainsi en face de deux textes larges, leur pouvoir d'appréciation serait complet, et on pourrait être assuré de voir, à chaque acte de violence, être appliquée la peine juste, la peine méritée.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE DES ARTICLES 312 ET 228 ET SUIVANTS

Les violences volontaires sont, nous venons de le voir, réprimées par les articles 309 et 311, ces textes formant le droit commun en la matière.

Une législation pourrait ne pas aller plus loin, elle aurait ainsi assuré la répression de tout acte d'agression, et pourrait croire, par suite, complète son œuvre de préservation sociale.

Mais, s'il est vrai que la société est troublée par tous les actes de violence, il n'en apparaît pas moins que ses bases seront plus ou moins ébranlées suivant les personnes contre lesquelles ceux-ci auront été dirigés.

Et c'est en partant de cette idée que notre Code, envi-

sageant les qualités des victimes, va établir un régime particulier, pour des cas particuliers.

Le but sera d'élever la peine et de la proportionner au péril social. Prenant en considération que les actes violents ont été dirigés contre des ascendants, contre des enfants, ou contre des individus investis d'une fonction publique, la loi va frapper plus fort.

Frappe-t-elle suffisamment fort, dépasse-t-elle, au contraire, le but, ce n'est pas ce qui va ici nous préoccuper ; restant dans le cadre de notre étude, nous nous contenterons de rechercher si l'aggravation des peines doit indifféremment s'appliquer à tous les actes d'aggression que nous avons vus être réprimés par les articles 309 et 311 ; et ainsi nous nous efforcerons de délimiter, quant à l'élément purement matériel de violence, le champ d'application des articles en question.

Les articles qui vont nous occuper sont, d'une part, l'article 312 et, d'autre part, les articles 228 et suivants.

Le premier punit les violences envers les ascendants et les enfants au-dessous de quinze ans, et les seconds les violences envers les magistrats et les citoyens chargés d'un ministère de service public.

ARTICLE 312

Dans sa rédaction actuelle l'article 312 prévoit deux choses :

- a) Les violences envers les ascendants ;

b) Les violences envers les enfants âgés de moins de quinze ans.

Cette distinction nous fournit ainsi la division toute naturelle de notre étude.

a). — VIOLENCES ENVERS LES ASCENDANTS

L'article 312, § 1, est ainsi conçu :

« L'individu qui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à ses père et mère... »

Qui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups, tels sont, quant à l'acte matériel de violence, les mots et les seuls contenus dans l'article 312.

Immédiatement, par suite, apparaît la grave et délicate question qui va se poser :

L'aggravation de peine, résultant de la qualité d'ascendant, s'appliquera-t-elle uniquement quand il y aura coups et blessures, ou, au contraire, jouera-t-elle alors même qu'il y aura simplement violences et voies de fait.

Antérieurement à la réforme de 1863, le texte portait : « Dans les cas prévus par les articles 309 et 311... »

Pour les cas d'application, l'article 312 renvoyait donc aux articles 309 et 311, et, comme ceux-ci punissaient exclusivement les coups et les blessures, il ne pouvait alors y avoir de doute : l'aggravation s'appliquait uniquement à ces sortes de violences et pour les autres le Code de Brumaire fonctionnait purement et simplement.

Sans doute, l'article 312 bénéficiait de la jurispru-

dence extensive de l'article 311, mais, lié de la façon la plus étroite à cet article, jamais il n'avait pu en dépasser les bornes.

Si on consulte, en effet, la jurisprudence, on constate qu'elle est des plus formelles.

Nous voyons ainsi l'aggravation fonctionner pour le cas d'un fils reconnu coupable : d'avoir porté, à sa mère, des coups n'ayant causé ni maladie, ni incapacité de travail (Cass., 31 mars 1825 : D., *Cr. c. les pers.*, 183 ; — Cass., 10 décembre 1835 : B., 451), — d'avoir donné un soufflet à son père (Cass., 5 mars 1831 : B., 42) ; — d'avoir terrassé son père et lui avoir mis un genou sur la poitrine (D., *Répert.*, *Coups*, 153).

Dans les deux premiers cas il y a coups incontestablement, le soufflet ayant toujours eu ce caractère en jurisprudence.

Dans le troisième, nous nous trouvons justement en face de la jurisprudence extensive de l'article 311, le fait de jeter quelqu'un brutalement à terre ayant été assimilé par elle à un coup ; il devait en résulter par cela même, que l'aggravation tenant à la qualité d'ascendants s'appliquerait automatiquement.

Mais, par contre, il était impossible d'appliquer l'article 312 à un fils reconnu coupable, par le jury, d'avoir exercé des violences et voies de fait sans coups, ni blessures (Cass., 15 octobre 1813 : B., 220).

« Vu les articles 309, 311 et 312, dit l'arrêt, attendu que ces articles supposent expressément pour leur appli-

cation des actes de violence qui aient fait des blessures, ou dans lesquels il y ait eu des coups portés et reçus, que si le jury a déclaré Valentin Hautman coupable d'avoir exercé des violences et des voies de fait envers son père, il y a ajouté que dans ces violences il n'y avait ni blessures, ni coups ; que cette restriction dans la déclaration du jury excluait l'application de l'article 311 et, conséquemment, celle de l'article 312 qui s'y réfère...

Il en était de même pour le fils ayant exercé des mauvais traitements contre son père (Cass., 10 octobre 1822 : B., 141).

« Attendu que l'article 312, se référant aux cas prévus par les articles 309 et 311, ne peut donc être appliqué qu'à celui qui aurait fait des blessures, ou porté des coups à ses père et mère, ou autres ascendants... » (V. Cass., 19 mars 1841 : B., 73) ; — Garçon, sous 312, n^{os} 5 et 6 ; — Blanche, IV, 560 ; — Bourguignon, t. III, sous 312 ; — Carnot, 312).

Mais, si la question était pour ainsi dire hors de controverse avant 1863, il n'en est plus de même depuis cette époque.

La réforme de 1863 a, nous l'avons vu, introduit dans l'article 311 les mots « et autres violences et voies de fait. »

Si l'article 312 continuait, pour les cas d'aggravation à renvoyer à l'article 311, la solution serait restée évidente : chaque fois que les violences et voies de fait seraient de celles considérées par la jurisprudence

comme assez graves pour tomber sous l'article 311, on leur appliquerait l'aggravation de l'article 312, au cas où elles auraient été dirigées contre des ascendants.

Mais l'article 312 a été lui-même remanié en 1863.

Alors qu'il vise toujours uniquement les coups et les blessures, on a supprimé la référence aux articles 309 et 311.

L'idée qui va, par suite, immédiatement s'imposer à l'esprit est que le législateur, ne voulant pas que l'aggravation s'applique à des faits de violence considérés par lui comme n'ayant pas un caractère de gravité suffisant pour mériter une peine criminelle, a, tout en maintenant l'esprit de l'article 312, supprimé le rapport étroit existant entre cet article et l'article 311.

En un mot, qu'il a bien voulu étendre le champ d'application de l'article 311, mais non celui de l'article 312 (Voir, en ce sens, Faustin Hélie, *Comment. de la loi de 1863*, n° 2648 ; — Pellerin, également n° 167).

Et ce fut bien là l'avis d'une Cour d'appel qui jugea que l'article 312 nouveau n'était pas applicable à un individu ayant saisi sa mère à la gorge et l'ayant poussée vers la muraille sans qu'il puisse être résulté de cette action aucun choc ayant occasionné des blessures, ni des contusions. Seul l'article 311 pouvait s'appliquer à un tel fait, sans aggravation aucune (Nancy, 12 août 1869 : (D., 69-2-220).

Mais cette opinion, semblant avoir pour elle la logique et le texte de la loi, n'a pas triomphé.

A l'heure actuelle, la jurisprudence aggrave toutes les peines en matière de violences envers ascendants, sous l'unique condition que ces violences soient de celles réprimées par l'article 311.

Il ne peut, déclare-t-elle, exister aucun motif d'appliquer cette aggravation aux coups et blessures et de ne pas l'appliquer aux autres violences, les termes de l'article 309 dominant les textes qui suivent, et il n'est pas possible d'établir deux classes de violences avec ou sans coups et blessures ; l'article 312 ne fait, en réalité, que prévoir une circonstance aggravante du délit prévu par les articles 309 et 311 :

Cass., 7 décembre 1866 (B., 253 ; D., 67-1-410) ;

Colmar, 6 novembre 1866 (D., 67-2-113) ;

Nancy, 19 juin 1887 (D., 87-5-484).

Et la doctrine, reconnaissons-le, vient encore appuyer la jurisprudence.

V. Ch. et F. H., n° 1347 ; Dutruc, *le Code pénal modifié par la loi du 18 avril 1863* : « Comment, dit-il, les violences autres que les coups et blessures pourraient-elles cesser d'être incriminées dans le cas, précisément, où la qualité des personnes lésées devient une cause d'aggravation de la peine. »

A quoi, d'ailleurs, on pourrait répondre que ces violences n'échappent pas à toute répression, que l'article 311 les atteint et que le législateur, vu leur gravité moindre, n'a pas jugé à propos de les réprimer avec une vigueur plus grande.

Pour Dutruc, c'est uniquement par l'effet d'un oubli que les violences et voies de fait n'ont pas été comprises dans l'article 312, ce qui est une simple hypothèse de sa part.

Quoi qu'il en soit, en matière d'actes violents envers les ascendants, on peut dire, en résumé, que l'aggravation de l'article 311 fonctionne chaque fois qu'il s'agit d'actes réprimés par le dit article 311, alors même qu'ils sont de ceux rentrant dans la jurisprudence extensive postérieure à 1863, car, pour être logique, il faut appliquer le principe dans toute sa rigueur, et qu'au contraire elle ne fonctionne pas lorsqu'il s'agit des violences de la compétence du Code de Brumaire.

b). — VIOLENCES ENVERS LES ENFANTS AU-DESSOUS
DE 15 ANS

Il s'agit là des dispositions ajoutées à notre Code par la loi du 19 avril 1898.

Avant cette époque, aucune aggravation ne venait frapper les gens assez dénaturés pour se livrer à de pareils actes ; le droit commun était seul applicable, la faiblesse de la victime n'avait pas paru au législateur de 1810 et à celui de 1863 devoir être prise en considération, et alors que les violences envers les ascendants étaient particulièrement réprimées, celles envers les descendants, encore plus odieuses peut-être, étaient volontairement passées sous silence.

Par suite, un père pouvait frapper journellement son enfant, le soumettre à des souffrances incessantes, pourvu que ces voies de fait n'aient pas produit une incapacité de travail de plus de vingt jours, le maximum auquel il s'exposait était de deux ans de prison.

Dans l'année 1892, à Paris (Berlet, *Commentaire de la loi du 19 avril 1898*), treize condamnations correctionnelles intervinrent contre des parents ayant causé de semblables violences à leurs enfants ; en aucun cas l'art. 309 n'avait pu être appliqué, et cependant l'une des malheureuses victimes était morte, mais sans que le lien entre les violences et la mort ait pu être suffisamment déterminé.

Aff. Machicoine, voir le rapport du D^r Vibert, médecin légiste : Trib. correct. de la Seine, 12 août 1892 (*Gaz. Tr.*, 13 août) ;

Egalement affaire Florac : Tribunal correctionnel de la Seine, 30 août 1892 : *Gaz. Tr.*, 31 août ;

Affaire Pottier : *Gaz. Tr.*, 4 février 1892.

Le danger n'était donc pas illusoire, et le seul étonnement vient de ce que, dans la plupart des cas précédents, le juge n'ait pas cru devoir épuiser le maximum de sévérité dont il disposait.

(Voir cependant l'affaire Bardet : Tribunal correctionnel de la Seine, 8 janvier 1852, révélant d'ailleurs des actes de cruauté inouïe.)

De plus, il était un cas où les tribunaux se trouvaient absolument désarmés : si, en effet, les souffrances phy-

siques des jeunes victimes résultaient de privation d'aliments, de vêtements, de soins, toute poursuite était inutile, l'article 311, nous l'avons vu, exigeant, quelle que soit l'extension donnée par la jurisprudence, un acte matériel chez l'auteur des violences ; et cependant combien plus dangereux que des coups étaient souvent pour des enfants en bas âge, ces actes purement négatifs.

Faire de la qualité d'enfant chez la victime une circonstance aggravante des violences et réprimer pour un cas tout particulier des délits de commission par omission, telle était la solution qui s'imposait au législateur et qu'il ne fit sienne qu'en 1898, sous une véritable poussée de l'opinion publique.

Voir affaire Grégoire : Cour d'assises des Vosges, juin 1897.

Le texte incorporé à l'article 312 est ainsi conçu :

« Quiconque aura volontairement fait des blessures, ou porté des coups à un enfant, au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments, ou de soins au point de compromettre sa santé sera puni... »

C'est la partie de ce texte, quant aux actes de violence, que nous avons maintenant à déterminer.

Le texte nouveau commence par élever la peine de celui qui a fait des blessures, ou porté des coups à un enfant. Et nous allons, par suite, retrouver la même difficulté qu'en matière de violences à ascendants : pour que l'article 312 s'applique, faudra-t-il qu'il y ait coup

ou blessure, au sens juridique du mot, ou suffira-t-il qu'il s'agisse d'un de ces actes violents réprimés par l'article 311 : violences et voies de fait avec leur large interprétation jurisprudentielle.

Si, pour les violences à ascendants, nous nous trouvons livrés à nos seuls moyens, ici nous sommes guidés par les travaux préparatoires.

Le projet de la Chambre, en effet, au lieu des mots « coups et blessures », portait ceux de « violences quelconques », et ce fut la généralité de ces expressions qui effraya le Sénat.

M. Béranger, en invoquant le commentaire même du rapport de M. de Folleville à la Chambre : « Cette loi vise les parents barbares et dénaturés, elle ne saurait atteindre les tuteurs, ou parents coupables de simples vivacités quelque regrettables qu'elles puissent être », fit substituer les mots coups et blessures aux mots violences quelconques.

Et ainsi l'intention du législateur apparaît comme bien évidente : il a voulu atteindre les actes de violence envers les enfants, mais sans toucher au droit de correction.

Pour s'en assurer, d'ailleurs, il suffit de se reporter aux paroles du rapporteur : « Nous éviterons, ainsi (en remplaçant violences quelconques par blessures et coups), le danger de soulever inutilement la délicate question du droit de correction qui doit rester l'un des attributs incontestables de la puissance paternelle ou de ses délégations. »

Car, en effet, il ne faut pas perdre de vue qu'un autre principe va venir jouer : celui du droit de correction ; de tout temps la jurisprudence a reconnu aux parents, tuteurs et instructeurs, un semblable droit, limité à la seule condition que la santé de l'enfant ne soit pas en jeu (Garçon, sous 312, n° 42 ; — Voir Cass., 17 décembre 1819 : B., 137).

Si, en conséquence, nous appliquons ces deux idées directrices, la logique nous montre que la loi nouvelle atteindra tous les actes susceptibles de compromettre la santé de l'enfant, et, qu'au contraire, les autres seront en dehors de toute répression.

Les mots « coups et blessures » n'ont été employés que parce qu'ils désignent les violences les plus graves susceptibles, dans l'esprit du législateur, de toujours compromettre la santé de l'enfant, mais prendre ces mots à la lettre serait aller manifestement à l'encontre des intentions des auteurs de la loi.

S'il en était autrement, on arriverait à ce résultat paradoxal de réprimer un simple soufflet qui constitue un coup et de laisser impunie une voie de fait qui peut avoir ébranlé à tout jamais la santé de l'enfant.

Rechercher ici si les actes violents ont été susceptibles de mettre en péril la santé de l'enfant, tel doit être le seul critérium.

D'ailleurs, une remarque va montrer qu'il est impossible qu'il en soit autrement.

Si, prenant à la lettre le texte de la loi de 1898, on

décidait que seuls les coups et les blessures seront atteints par la loi, par cela même toutes les autres violences et toutes les voies de fait se trouveraient en dehors de toute répression.

La loi de 1898 établit, en effet, un système complet de peines ; elle se suffit à elle-même ; elle n'a pas, en réalité, comme en matière de violences à ascendants, pour effet de faire de la qualité d'enfant une circonstance aggravante de l'article 311 et, par suite, dans le silence de la dite loi de 1898, il devient impossible de s'adresser à l'article 311 et à *fortiori* au Code de Brumaire.

Et, si l'on peut, à l'extrême rigueur, comprendre que seuls les coups et les blessures soient punissables quand l'auteur est investi du droit de correction, comment admettre qu'il en soit ainsi quand ces actes violents sont le fait d'étrangers.

La loi nouvelle a entendu ménager le droit de correction, mais n'a jamais pensé à faire de la qualité d'enfant, au-dessous de quinze ans, une circonstance absolutoire, surtout quand l'auteur des voies de fait n'est ni un parent, ni un éducateur.

Et c'est cependant à ce résultat absurde qu'on aboutirait en décidant que la loi de 1898 ne peut réprimer que les coups et les blessures *stricto sensu*.

Volontiers, en matière de violences contre les enfants, nous déciderions, d'une part, que le juge n'est pas lié par les mots coups et blessures, qu'il peut réprimer tous les actes prévus par l'article 311, si large que soit l'inter-

prétation de cet article, et que, d'autre part, il a un grand pouvoir d'interprétation pour soustraire certains de ces actes à toute répression, quand ceux qui les ont commis sont des parents, tuteurs ou éducateurs.

L'article 312, dans sa seconde disposition, réprime, nous l'avons dit, un cas véritable de délit de commission par omission :

« La privation d'aliments ou de soins au point de compromettre la santé de l'enfant ».

Il n'y aurait pas lieu de s'appesantir sur cette mesure si on ne pouvait en tirer des conclusions fort intéressantes.

Tout d'abord, il en résulte, de toute évidence, qu'en aucun cas le délit de commission par omission ne peut être incriminé ; s'il en était autrement, en effet, il aurait été inutile d'introduire ce paragraphe dans l'article 312. Voulant atteindre une omission, le législateur a jugé nécessaire de l'indiquer formellement et a montré ainsi que, d'une manière générale, les omissions étaient en dehors de toute répression.

En second lieu, le texte fait apparaître la possibilité d'ériger en devoir légal un devoir moral ; nous avons montré précédemment le danger social pouvant résulter de l'inobservation de certaines règles et indiqué que, de cette inobservation, découlait souvent une violence véritable. Le devoir d'assistance des parents, vis-à-vis des

enfants, devait attirer le premier l'attention, car il s'impose, avec une force toute particulière, mais il est à souhaiter que le législateur ne s'arrête pas dans cette voie, car il est bien d'autres devoirs dont l'observation se présente comme impérieuse. Le chemin est ouvert, espérons qu'on saura s'y engager franchement.

ARTICLE 228 ET SUIVANTS

Ces articles ont pour but d'apporter une aggravation aux peines frappant les actes violents, quand ceux-ci sont dirigés contre certaines personnes ayant un caractère public.

Les articles 228, 229 et 230 visent uniquement les coups, violences et voies de fait, à l'exclusion des blessures.

Le texte de ces articles, tel qu'il se présente aujourd'hui, a subi, à peu de chose près, les mêmes modifications, lors de la réforme de 1863, que les articles 309 et 311.

A cette époque, seuls les coups se trouvaient aggravés.

Nous avons déterminé ce que sont les coups, nous avons montré jusqu'où une jurisprudence favorable en avait étendu la notion, et ainsi il nous est facile de nous rendre compte des faits qui pouvaient alors être réprimés par ces articles.

Et, si l'on veut bien se souvenir du mouvement d'opi-

nion qui tendait à faire frapper de peines correctionnelles des actes ne constituant pas, en fait, des coups, mais ayant une gravité aussi grande, on pourra juger combien cette tendance devait être encore plus forte pour les articles 228 et 230, puisque ces mêmes actes prennent ici un caractère plus dangereux pour la société.

La réforme de 1863 a donc là, également, introduit les mots « violences et voies de fait », à côté des mots « coups ».

Et, mieux que tout commentaire, il suffit, pour indiquer la pensée du législateur, de citer le rapport au Corps législatif :

« L'article 223 punit l'outrage par gestes, ou menaces envers un magistrat, l'article 228 punit les coups. Entre les menaces et les coups il est des voies de fait, ou des violences qui ne rentrent précisément dans aucune des expressions employées par la loi et qu'on ne voudrait pas laisser impunies. Tel est le fait de cracher à la figure d'un fonctionnaire, de déchirer sa robe, d'arracher ses insignes, de le saisir au corps, de le secouer avec violence et même de le renverser. Ces violences et voies de fait sont rares, sans doute, envers les magistrats d'un ordre élevé, mais elles le sont moins envers les agents de la force publique, et comme l'article 230, qui punit les violences envers ces agents, s'en réfère à l'article 228 pour leur définition, la difficulté existait pour les uns comme pour les autres. Nous la faisons disparaître pour les deux cas, en disant dans l'article 228 :

« Tout individu qui aura frappé... ou commis toute autre voie de fait dans les mêmes circonstances... »

Du texte nouveau il résulte que tous les actes que nous avons vus tomber sous l'article 311, vont tomber à *fortiori* sous les articles 228 et 230.

L'exposé des motifs en indique deux : cracher au visage et renverser à terre, qui se retrouvent également, dans l'exposé, sous l'article 311. Et, en ne prenant que le premier « cracher au visage », fait présentant un caractère d'une exceptionnelle gravité, quand il s'adresse à un magistrat, on voit à quel point ici la réforme était indispensable, puisqu'un tel acte échappait à la répression antérieurement à 1863.

Si nous prenons de même la jurisprudence extensive n'exigeant plus une atteinte matérielle, mais une atteinte psychologique, un trouble, une émotion chez la victime, nous en déduirons *à priori* qu'elle doit être retrouvée ici désormais pour subir l'aggravation prévue.

Et, en effet, il nous suffira de citer les exemples suivants empruntés au *Code* de M. Garçon (sous 228, § 17 et suivants) :

Coup de revolver non chargé à balle tiré dans la direction d'un magistrat, alors même que celui-ci ne s'était point aperçu de l'acte et n'avait éprouvé d'émotion qu'un instant après (Bordeaux, 20 janvier 1899 : *Rec. Bordeaux*, 1900-1-40).

Fait d'un individu qui s'armant d'un couteau, avait fait, en écartant le bras, un geste pour en frapper un brigadier de gendarmerie, alors qu'il en avait été em-

pêché par un gendarme qui l'avait désarmé et réduit à l'impuissance (Cass., 11 nov. 1897 : B. 351).

Donc, si extensive qu'ait pu être la jurisprudence à propos de l'article 311, il est certain qu'elle réapparaîtra, puisqu'elle a encore ici plus de raison d'exister.

Mais souvenons-nous qu'à côté des coups, seuls les actes violents ayant un certain caractère de gravité tombent sous les articles 309 et 311, que les autres, sous le nom de violences légères, sont simplement justiciables du Code de Brumaire.

Va-t-il en être de même ici ?

Une remarque s'impose tout d'abord : il ne peut être question d'appliquer le Code de Brumaire, les articles 228 et 230 ne formant pas juridiquement une circonstance aggravante de l'article 311, mais constituant un délit spécial.

Et de ceci découle tout naturellement la nécessité de ne pas faire de distinction entre les violences graves et les violences légères, mais d'appliquer à toutes, indistinctement, les peines prévues par les articles 228 et 230.

Et c'est, en effet, ce qu'a décidé la Cour de cassation qui, en donnant aux mots « voies de fait » la plus large extension, a décidé que les violences, même légères, exercées envers les agents de la force publique, rentraient dans les prévisions de l'article 230 (Cass., 31 mars 1900 : B., 139).

Donc, en résumé, pour déterminer le champ d'application des articles 228 et 230, il suffira d'ajouter au

champ d'application de l'article 311 celui de l'article 605 du Code de Brumaire.

Les articles 231, 232 et 233 ont pour but de constituer des circonstances aggravantes pour les délits prévus par les articles 228 et 230.

Les peines se trouvent aggravées :

1° Si les violences ont été cause d'effusion de sang, de blessure, ou de maladie, ou plus encore de mort dans les quarante jours.

2° Si les violences ont été faites avec préméditation, ou guet-apens ;

3° Si elles ont été faites avec l'intention de donner la mort.

De ces textes il résulte tout d'abord que, contrairement à ce qui a lieu pour les articles 309 et 311, les blessures ne sont pas mises sur le même pied que les coups et autres violences graves ; on leur fait un régime spécial. Par le seul fait qu'une seule goutte de sang aura perlé sur l'épiderme d'un fonctionnaire, une peine criminelle sera encourue.

Il résulte ensuite que les violences ayant occasionné des maladies, ou ayant été faites avec préméditation et guet-apens sont punies de la réclusion indépendamment de toute idée de blessure.

Et enfin, que les violences déterminant la mort dans un délai de quarante jours, ou accompagnées de l'intention de tuer, sont soumises à un régime particulier : dans le premier cas, les travaux forcés à perpétuité

étant encourus, alors que cette peine, quand la victime est un simple particulier, exige en plus du résultat matériel la préméditation, ou le guet-apens, et dans le second cas la peine de mort s'appliquant, alors que habituellement cette sanction suprême est réservée à l'assassinat et à la tentative d'assassinat.

Si donc les violences consistent en blessures, aucune difficulté ne pourra se présenter ; nous savons ce qu'est une blessure, il n'y a pas lieu d'insister. Remarquons simplement qu'en la circonstance le guet-apens et la préméditation resteront sans effet, puisqu'ils ont pour conséquence d'apporter la même aggravation que comporte la blessure elle-même.

S'il s'agit de coups, pour qu'une peine criminelle puisse être encourue, il sera nécessaire soit que ceux-ci emportent maladie, ce qui semble bien se confondre avec la blessure, soit qu'il y ait préméditation, ou guet-apens.

Mais *quid* des autres violences, de ces violences ajoutées aux articles 228 et 230 par la réforme de 1863 ? Subiront-elles également l'aggravation des articles 331, 332 et 333, ou, au contraire, ne comporteront-elles qu'une peine correctionnelle, quelles que soient les circonstances.

La question est délicate ; elle s'est, d'ailleurs, posée en pratique.

Il ne faudrait pas croire, en effet, qu'une simple voie de fait ne puisse pas entraîner une maladie ; ces émo-

tions, ces troubles profonds qui caractérisent la jurisprudence extensive, sont susceptibles d'entraîner de telles perturbations dans l'organisme que l'on peut parfaitement envisager même la mort comme résultat final.

En tout cas, les violences autres que les coups, ou blessures peuvent être accompagnées de préméditation ou de guet-apens, circonstances qui sont, nous l'avons vu, des circonstances aggravantes !

La difficulté, on le voit de suite, va être bien plus une difficulté de fait qu'une difficulté de droit.

Avec le sens très large donné au mot « violence », dans l'article 228, on pourra voir des faits insignifiants qui, s'ils avaient été dirigés contre un particulier, auraient été punis de peines de simple police, être frappés de réclusion parce qu'ils ont été dirigés contre un citoyen chargé d'un service public. Il est évident qu'il y a là un châtement disproportionné et que de toute nécessité une pareille solution ne peut être admise. On pourrait, il est vrai, objecter qu'un coup peut être lui-même un acte d'une rare insignifiance, qu'une blessure peut comporter tout juste une égratignure et que, par contre, une voie de fait peut avoir de graves conséquences.

Il n'empêche que, d'une façon générale, les violences graves consistent en coups et blessures et qu'une législation ne peut qu'envisager la généralité des cas, sans avoir la prétention de n'être jamais mise en posture plus ou moins ridicule par des situations particulières.

Si on étudie les articles 228 à 233, on ne peut nier qu'il y ait là un ensemble se tenant, formant un tout impossible à dissocier.

L'article 228 vise les coups et violences à magistrats ;

L'article 230, les coups et violences aux personnes chargées d'un service public ;

L'article 231, les blessures et maladies causées aux uns et aux autres ;

L'article 232 assimile à la gravité de ce résultat la circonstance de préméditation et de guet-apens, en considérant que la criminalité est la même, qu'on produise, en fait, une lésion grave, ou qu'on occasionne une violence légère, mais accompagnée de préméditation, ou de guet-apens.

Il semble donc, de prime abord, impossible, à moins d'admettre l'incohérence du législateur, de prétendre que l'article 232 ne constitue qu'une circonstance aggravante des violences prévues par l'article 231, au cas où ces violences n'auraient pas produit le résultat attendu.

Et cependant c'est bien là ce qu'a admis récemment la Cour de cassation et ce qu'a développé devant elle son Procureur Général (9 juillet 1909 : *J. des Parquets*, 1909-2-121).

M. le Procureur général dans ses conclusions, ne manque pas, tout d'abord, de montrer à quelles conséquences entraînerait, en fait, l'adoption d'un système considérant nos articles comme un tout unique et il le fait en termes saisissants qui ne pouvaient manquer d'émouvoir les magistrats de la Cour suprême.

« Quoi, dirai-je, tout d'abord, toute voie de fait commise avec préméditation et guet-apens sur un dépositaire de l'autorité, ou de la force publique serait un crime et nécessiterait la mise en mouvement de cette énorme machine qu'on appelle la Cour d'Assises, avec tout son appareil légal, la lenteur forcée de sa mise en marche, les magistrats en robe rouge, les douze jurés, l'imposant ensemble de ses formes, la solennité des débats !... Il faudrait tout cela pour juger l'acte d'un malandrin qui, ayant à se venger du garde-champêtre qui l'aura précédemment arrêté, de l'huissier qui l'aura assigné ou saisi, l'aura attendu, de propos délibéré, et lui aura craché à la figure ».

Et il ajoute plus loin : « Le législateur a-t-il voulu heurter ainsi le sens commun, la raison, l'équité ? A-t-il pu vouloir consacrer cette disproportion choquante entre le fait incriminé et la peine qu'il édicte ? »

Tout le monde sera d'accord pour essayer de faire échapper le législateur à une conséquence aussi fâcheuse pour lui. Mais, en employant le raisonnement de M. le Procureur général, si on sauve l'équité, on ne lave pas les auteurs de la loi de toute inconséquence, puisqu'on aboutit en fait, nous allons le voir, à un résultat inadmissible.

Que dit, en effet, M. le Procureur général : il établit une barrière, un mur infranchissable entre les articles 228, 229, 230 et les articles 231, 232 et 233.

Écoutons-le :

« La loi a envisagé, dans les articles 228 à 233, non pas, comme le prétend le pourvoi, une seule et unique espèce de violences, mais deux sortes de violences : les unes dont le but est de s'attaquer à la qualité de la victime, bien plus qu'à sa personne et qui ne constituent à vrai dire qu'un outrage au fonctionnaire ; les autres plus graves et s'élevant à la hauteur d'une agression contre la personne elle-même et devenant alors vraiment un attentat ; les premières prévues par les articles 228 à 230 et punies de peines correctionnelles graduées suivant la qualité de l'offensé ; les secondes élevées au rang de crimes, prévues et punies par les articles 231, 232 et 233, non plus suivant la qualité de la personne, mais suivant la qualité du résultat atteint, ou possible ».

Et, tirant la conséquence de son système, il conclut que l'aggravation de l'article 232 ne peut, en aucun cas viser les violences prévues par l'article 228, qui appartient, en quelque sorte, à une matière du Code pénal différente, — mais uniquement celles prévues par l'article 231, au cas où elles n'auraient pas amené les conséquences que logiquement on aurait dû attendre d'elles.

Mais, demandons-nous immédiatement, quelles sont les violences susceptibles de produire une effusion de sang, une maladie ?

Ce sont justement, en partie du moins, celles prévues par l'article 230 : l'effusion de sang, un coup, un choc

la produira ; la maladie, un émotion violente l'occasionnera ; presque tous les actes violents sont susceptibles d'amener les résultats de l'article 231 et, par suite, presque tous sont susceptibles d'être aggravés par l'article 232.

Le système de M. le Procureur général se retourne donc contre lui, et son seul effet serait d'incriminer la tentative de maladie à fonctionnaires, de violences avec effusion de sang, au cas où il y aurait, de plus, préméditation, ou guet-apens.

Disons que toutes les violences sont susceptibles soit de causer une blessure, soit de déterminer une maladie et constatons qu'il est impossible de rechercher, chez l'auteur, s'il a eu pour objectif de causer cette blessure, ou de déterminer cette maladie.

Que M. le Procureur général n'a-t-il fait une liste, même succincte, des violences dont il parle, et dans le cas qu'il envisage est-ce que le fait de tirer à l'improviste la barbe d'un personnage dont la vie est, l'expérience le prouve, assez menacée, n'est pas de nature à entraîner une maladie par l'émotion causée. Quant à rechercher l'intention du coupable, ce serait transformer par trop les juges en professeurs de psychologie.

L'article 232 vise donc les violences prévues par l'article 228, au cas où il y a préméditation, ou guet-apens, comme l'article 231 vise les mêmes violences quand il y a effusion de sang, ou maladie.

Et le seul moyen d'empêcher que tous les actes violents soient indifféremment aggravés, est de constater que, lors de la réforme de 1863, alors qu'à l'article 228 on a ajouté « et autres violences », on n'a touché ni à l'article 231, ni à l'article 232 ; le législateur n'a pas pris garde à la référence des articles 231 et 232, à l'article 228 ; il n'a pas remarqué qu'en élargissant le champ de l'article 228, il élargissait, en même temps, celui des articles 231 et 232 ; dans son intention, l'article 232 aggrave les mêmes actes qu'il aggravait antérieurement à la réforme, c'est-à-dire les coups et, comme on doit toujours rechercher l'intention du législateur et non s'attacher à un texte sorti de mains malhabiles, on doit en conclure que toutes les violences nouvelles réprimées par l'article 228, depuis la réforme de 1863, ne seront pas aggravées quand il y aura eu préméditation, ou guet-apens.

Ainsi l'appareil de la Cour d'Assises ne sera pas mis en mouvement par un individu crachant au visage d'un garde-champêtre, et ainsi la logique et l'équité seront, pour une fois encore, tirées d'un mauvais pas.

Cette solution est celle qu'indique M. Garçon (*Code Pénal*, 228, § 25), et c'est la seule admissible.

QUATRIÈME PARTIE

CONCLUSIONS

Nous voici arrivé au terme de notre travail.

Notre but était de définir les violences punissables.

Si on se reporte au préliminaire, on peut voir que nous avons uniquement envisagé les violences volontaires punies en elles-mêmes et laissé de côté les violences involontaires, ainsi que les articles du Code où la violence n'apparaît que comme circonstance constitutive ou aggravante d'un autre délit.

En agissant ainsi, nous n'avons pas voulu dire qu'il serait sans utilité de pousser plus avant notre tâche ; la nécessité de ne pas donner un trop grand développement à notre modeste étude nous a seule guidé.

Donc, après avoir étudié quant à l'élément matériel de violence, le champ d'application des articles 309 et 311 du Code pénal, après avoir passé en revue les différents actes qui peuvent tomber sous leurs dispositions,

et montré le développement de la législation et de la jurisprudence, nous nous sommes occupé, dans le même esprit, des articles 312, 228 et suivants.

Peut-être nos efforts n'auront-ils pas produit un résultat absolument stérile.

Peut-être aurons-nous réussi à montrer que le mot « violence » est un mot bien vague, dont le sens est flottant, un mot dont le domaine s'est sans cesse augmenté du fait du législateur et du juge et qui s'augmentera encore.

Pour y parvenir, il nous a semblé indispensable de rattacher ce développement d'une branche de notre droit pénal à l'évolution des mœurs et d'établir ainsi que les lois ne sont que la résultante du mouvement qui pousse sans cesse les sociétés dans la voie de la civilisation.

Parfois nous avons pu nous laisser aller à critiquer la législation et même la jurisprudence et nous n'avons pas craint également de proposer des solutions nouvelles à des problèmes déjà résolus.

Ce que nous demandons, en terminant, c'est que notre bonne volonté fasse oublier notre audace et notre inexpérience.

Vu par : *Le Président.*

A. LE POITTEVIN.

Vu : *Le Doyen,*
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer ;
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE. — <i>Introduction</i>	5
--	---

DEUXIÈME PARTIE. — <i>Etude des articles 309 et 311</i>	15
---	----

1° <i>La législation antérieure à la réforme du 13 mai 1863</i> ..	16
a) Exposé de la législation.....	16
b) Sens juridique du mot blessure.....	22
c) Sens juridique du mot coup.....	41
d) Actes violents considérés comme violences légères	49
e) Critique de la législation.....	55
2° <i>La législation actuelle</i>	60
a) But et conséquences de la réforme du 13 mai 1863	60
b) La jurisprudence extensive postérieure à la réforme	80
c) Conclusion à l'étude des articles 309 et 311.....	141

TROISIÈME PARTIE. — <i>Les circonstances aggravantes des articles 309 et 311</i>	115
--	-----

1° L'article 312.....	116
2° Les articles 228 et suivants.....	129

QUATRIÈME PARTIE. — <i>Conclusions</i>	141
--	-----

